



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

République du Gabon

Projet de Développement Agricole et Rural

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 18 – 29 mars 2013

Date du document: Mai 2013

No. du Projet: 1313

No. du rapport: 3009-GA

Division Afrique Centrale et de l'Ouest
Département de la gestion des programmes

Table des matières

Abréviations et acronymes.....	iii
a. Introduction	1
b. Évaluation d'ensemble de l'exécution du PDAR (octobre 2012 - mars 2013).....	
c. Produits et réalisations (octobre 2012 - mars 2013).....	
d. Avancement de l'exécution du PDAR.....	
e. Aspects fiduciaires.....	
f. Durabilité	14
g. Autres aspects/Impact.....	
h. Conclusion	14

Appendices

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du PDAR et notes.....	15
Appendice 2: Cadre logique actualisé en indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs et des résultats.....	17
Appendice 3: Résumé des principales mesures à adopter dans les délais convenus.....	19
Appendice 4: Suivi des recommandations de la revue à mi-parcours de juin 2012 et de la mission de supervision de septembre 2012.....	21
Appendice 5: Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI.....	31
Appendice 6: Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement, décaissements par catégorie et par composante.....	38
Appendice 7: Respect des dispositions de l'Accord de financement: état d'avancement.....	41
Appendice 8: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation.....	43

Abréviations et acronymes

AAC	Assistant Administratif et Comptable
CARBAP	Centre Africain de Recherche sur le Bananier Plantain
CTAMF	Commission Technique d'Approbation des Microprojets de Filières
DTS	Droits de Tirage Spéciaux.
DRF	Demande de Renouvellement de Fonds
DPD	Demande de Paiement Direct
FAO	Food and Agricultural Organisation
FIDA	Fonds International de Développement Agricole.
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
Ha	Hectare
IEC	Information, Education, Communication
IGAD	Institut Gabonais d'Appui au Développement
IRAF	Institut de Recherches Agronomiques et Forestières
MAEPDR	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche et du Développement Rural
PDAR	Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)
PIF	Plan Issu de fragments végétaux
PNDRT	Programme National de Développement des Racines et Tubercules et du
PMI	Protection Maternelle et Infantile
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuel
RAF	Responsable administratif et Financier
RMP	Revue à mi-parcours
SAF	Service administratif et Financier
SSE	Système de Suivi-Evaluation
SYGRI	Système de Gestion des Résultats de l'Impact.
TAC	Techniciens d'Appui Conseil.
T	Tonne
UGP	Unité de Gestion du Projet.
UNICEF	United Nation Children Fund (Fond des Nations Unis pour l'Enfance)
USD	Dollar Etats Unis
VNU	Volontaire des Nations Unis

a. Introduction¹

1. La République du Gabon et le Fonds International de Développement agricole (FIDA) ont, pour la mise en œuvre du Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR), signé en date du 26 octobre 2007, un Accord de Prêt N° 722-GA et de Don N° 970-GA respectivement de 3 800 000 DTS et 190 000 DTS pour une durée de 6 ans.

2. L'objectif global du PDAR est de réduire la pauvreté en milieu rural par la diversification et l'augmentation des revenus des populations et l'amélioration de leurs conditions de vie, en facilitant l'accès des groupes cibles aux filières agricoles qui bénéficient de marchés porteurs dans sa zone d'intervention. Ses objectifs spécifiques sont : (i) le développement de filières porteuses prioritaires au bénéfice des groupes cibles du projet, (ii) le renforcement des capacités des différents acteurs du projet et, (iii) la Coordination, le Suivi et l'évaluation du projet.

3. Depuis son lancement, le FIDA a réalisé cinq missions de supervision et une mission de revue à mi-parcours. La présente mission de supervision qui s'est déroulée du 18 au 22 mars 2013 pour ce qui est de la gestion financière et du 26 au 29 mars en ce qui concerne la revue des composantes techniques avait pour objectifs de mener une revue de l'exécution technique, administrative, financière et comptable du projet depuis la dernière mission de septembre 2012 notamment : (i) évaluer le niveau d'exécution de la feuille de route du PDAR établie pour la période intérimaire de trois mois suite au licenciement de certains cadre de l'UCP ; (ii) établir la situation actuelle du compte spécial du projet ; (iii) évaluer les capacités en place au sein de l'UCP à assurer des opérations de gestion financières et administratives minimales compte tenue de la situation de licenciement du Directeur de projet et de son RAF ; (iv) proposer les mesures correctives nécessaires et actualiser avec l'UCP le plan d'action intérimaire du projet. La mission a également permis d'introduire le nouveau chargé de portefeuille du FIDA pour le Gabon lors des échanges avec les autorités Gabonaises.

4. La mission a travaillé avec l'appui du gestionnaire intérimaire du projet et le personnel réduit de l'UGP compte tenu du licenciement pour insuffisance de résultat par le Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche et du Développement Rural en juillet 2012, du Responsable Administratif et Financier et du Superviseur de la composante "Renforcement des capacités", puis en janvier 2013, du Directeur du Projet et du Responsable Suivi-Évaluation.

5. A Libreville, la mission a été reçue en audience par : (i) le Ministre de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et du développement rural M. Julien Nkoghe Bekale et présence de son Directeur de cabinet M. Julien Eko Ndong; (ii) le Ministre Délégué auprès du Ministre du Budget, des comptes publics et de la fonction publique, M. Raphael Ngazouze, en présence de M. Jean Bosco Nzemi, Conseiller Budgétaire, M. Jérôme Pissibanganga, Chef de cabinet, M. Aimé Joel Moukouti chargé d'étude au cabinet du Ministre Délégué au Budget et M. Guy Armand Moukagni, Chargé d'étude à la direction générale du Budget ; (iii) M. Alain Okoum Okala, Directeur de cabinet du Ministre de l'économie, de l'emploi et du développement durable qu'accompagnaient M. Tati Directeur de la mobilisation et du suivi des Mobilisation, et Mme Sonia Ondo Ndong, Chargée d'étude au cabinet du Ministre.

6. La réunion de restitution officielle des résultats de la mission, présidée par la Directrice Nationale en charge des projets FIDA Mme Ewomba, s'est tenue à Libreville le 29 mars 2013. La mission remercie les autorités Garonnaises et l'équipe du PDAR pour la facilitation de ses travaux.

b. Évaluation d'ensemble de l'exécution du PDAR (octobre 2012 - mars 2013)

7. Le PDAR est à sa 5ème année de mise en œuvre, avec une date d'achèvement au 31 mars 2014. Au 20 mars 2013, le PDAR enregistre un niveau de décaissement du Prêt FIDA d'USD 2,69 millions, correspondant à 46,17%. En tenant compte de la DRF 23 en cours de traitement au FIDA, le taux de

¹ La mission était composée de Valentine Achancho, Chargé de programme FIDA, Chef de mission et Godeffroy Ahlonsou, Consultant, Spécialiste en gestion administrative et financière. M. Bernard Hien Chargé de portefeuille du FIDA a pris part aux échanges avec les autorités gabonaises dans le cadre de la présentation de la situation du portefeuille. La partie Gabonaise ayant pris part à cette revue était représentée par Madame Rachelle EWOMBA-JOCKTANE, Directrice nationale en charge des projets FIDA et M. Mboulou Jonathan, Directeur Régional de l'Agriculture du Woleu Ntem et Gestionnaire Intérimaire du PDAR. Les membres de l'UGP ont participé aux réunions de travail.

décaissement est de 49,63%. Ce taux faible s'explique d'une part par le faible taux de décaissement de la catégorie de financement relative aux microprojets qui s'établit, à date, à 16,23% et d'autre part par le ralentissement des activités du Projet suite à la décision du MAEPDR de mettre fin au contrat de travail de la majeure partie de l'équipe de coordination du Projet pour insuffisance de résultat et faible capacité du SAF à monter les DRF mettant constamment le projet dans une situation de tension de trésorerie. Les dépenses à justifier pour le réapprovisionnement du compte spécial représentent 88% de l'avance.

8. Le Compte spécial du Prêt FIDA et les disponibilités en caisse présentent au 20 mars 2013 un solde de FCFA 41,255 millions dont FCFA 15,032 millions représentant le montant net des sommes transférées du compte de contrepartie au Compte spécial à titre de préfinancement.

9. En ce qui concerne les fonds de contrepartie du Gabon, l'UGP indique que la contribution de l'Etat Gabonais à date s'élève à FCFA 997 millions (USD 1,99 millions), correspondant à 91,8% de son engagement au financement du PDAR, ce qui est satisfaisant. Toutefois la mission note que la contribution au titre de l'exercice 2012 de FCFA 260 millions (USD 0,51 millions) n'a pas encore été versée au Projet.

10. **De manière générale**, la mission de supervision constate que depuis juillet 2012, le PDAR fonctionne avec un personnel minimum (4 cadres licenciés sur 5) ne permettant pas le déploiement du niveau d'activité requis sur le terrain. Le processus de recrutement engagé n'a pas été fructueux et le Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et du développement rural se propose de présenter à la non objection du FIDA une liste de candidats aux divers postes de responsabilité du PDAR avec avis motivées. Cette liste est encore attendue. En attendant, le contrat du gestionnaire intérimaire a été prolongé pour une période de trois mois supplémentaires à compter du 1^{er} avril 2013. De plus le PDAR a mobilisé depuis la fin mars un consultant international en gestion fiduciaire pour lui apporter l'appui nécessaire et assurer un minimum de fonctionnement du Service administratif et financier.

11. *La mission attire l'attention du Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et du développement rural sur le retard accusé dans le recrutement du personnel hypothéquant la mise en œuvre des activités du PDAR et l'atteinte de ses résultats de développement.*

12. **Dans le domaine de la promotion des filières agricole**, la mission note que le PDAR a limité son action dans la réalisation d'opérations minimales d'appui à l'approvisionnement en semence et matériel végétal permettant de faire face aux besoins immédiats des bénéficiaires. Ainsi le PDAR a exécuté de manière satisfaisante le plan d'action prioritaire établi pour son fonctionnement pendant la période intérimaire en attendant le recrutement et la prise de fonction de son nouveau personnel. Les actions majeures ont porté sur la mise en place d'un (1) ha de parcs à bois de manioc dans le département du Ntem, soit 50% de l'objectif, la fourniture de 629.000 boutures de manioc (97,67%) aux producteurs permettant d'ensemencer 62,9 ha de manioc et l'appui à la production de 8.500 vivants de bananiers à travers l'installation de 6 germoirs, l'ensemencement de 5 ha par 11 organisations paysannes.

13. Toutefois la mission a pu constater avec préoccupation que la typologie des microprojets n'a pas été réalisée. La nature des microprojets dans leur forme actuelle est limitée en terme d'envergure et de complémentarité dans les fonctions le long de la chaîne des valeurs ce qui limite l'impact du projet. La mission constate également que les actions d'appui à la transformation et à la commercialisation sont restées au stade préparatoire d'élaboration des TDR pour la mobilisation des consultants devant effectuer les études préliminaires. *La mission attire l'attention de l'UGP sur le fait que la prise en compte effective des appuis dans les domaines de la transformation, la commercialisation et l'organisation des producteurs est un enjeu majeur pour assurer l'impact du projet et jeter les bases de la durabilité de ses investissements.*

14. **En matière de renforcement des capacités** la mission constate que les activités prévues entre octobre 2012 et mars 2013, portant essentiellement sur : (i) l'élaboration d'un Plan de formation et un plan de communication pour le renforcement des capacités des bénéficiaires du projet en vue de leur permettre de présenter des microprojets d'investissements au financement du PDAR ; (ii) la mise en

place d'un centre d'appui rural et, (iii) l'élaboration d'un plan d'action en vue d'apporter des appuis prévus aux Pygmées BAKA, n'ont pas été réalisées.

15. **En ce qui concerne la gestion administrative et financière**, la mission relève que d'octobre 2012 à fin mars 2013, le SAF a été conduit par la Comptable du Projet cumulant ainsi les fonctions de RAF et de comptable. Cette situation de cumul des fonctions présente d'importants risques en matière de contrôle interne et est de nature à influencer sur la qualité du travail et le rendement de la Comptable. Ainsi, pendant six mois, le SAF n'a pas procédé à la mobilisation des ressources du Prêt FIDA. A date, les dépenses à justifier pour le réapprovisionnement du compte spécial représentent 88% de l'avance initiale en compte spécial exposant le projet à une situation importante de tension de trésorerie.

16. La mission a également noté que le plan d'action intérimaire est arrivé à son terme et il est nécessaire pour le PDAR d'élaborer un PTBA pour la période restante de l'année, intégrant la prise en compte des activités en cours et les recommandations de la mission de revue à mi-parcours et des dernières missions de supervision. *La mission recommande à l'UGP de procéder à son élaboration en prenant en compte les orientations de la revue à mi-parcours et les recommandations des dernières missions de supervision.*

Actions convenues	Responsables	Date limite
1. Assurer le recrutement et la prise de fonction du nouveau personnel cadre du projet.	Ministère de l'Agriculture	immédiat
2. Déployer les appuis dans les domaines de la transformation, la commercialisation et l'organisation des producteurs afin d'assurer l'impact du projet et jeter les bases de la durabilité de ses investissements.	Gestionnaire	Immédiat
3. Préparer et soumettre à la non objection du FIDA le PTBA pour la période restante de l'année (Juin–décembre 2013)	UGP	30 mai 2013

17. Le présent rapport donne ci-dessous une revue détaillée des réalisations physiques et des résultats obtenus par le PDAR par composante au cours de la période considérée.

c. Produits et réalisations (octobre 2012 - mars 2013)

Composante A: Promotion des filières agricoles ayant un grand potentiel de marché

18. Les activités de promotion agricole menées sous le PDAR visent trois filières cibles (le manioc, la banane, et l'arachide) au niveau de la province du Woleu Ntem, à travers une approche d'intervention globale sur ces filières incluant l'amélioration de l'accès aux intrants, des techniques culturales, de la transformation et de la commercialisation des productions agricoles. Les appuis du projet aux filières passent par le canal de microprojets de filière formulés de façon participative par des groupements de producteurs demandeurs d'appuis à la production et à la commercialisation des produits. Les activités de la composante sont regroupées en trois sous composantes : (i) Programmes régionaux d'appui à la production des filières; (ii) Appui aux groupements de producteurs (microprojets de filières); et (iii) Appui à la commercialisation et à la compétitivité des filières cibles.

Sous composante A1 : Programmes régionaux d'appui à la production des filières

19. Les activités de cette sous composante sont réparties en trois volets: i) la production de matériel végétal; ii) les formations spécifiques; et iii) la mise en place d'un atelier pilote de transformation.

1. Production du matériel végétal

20. Conformément aux recommandations de la dernière mission de supervision et des priorités de la feuille de route du PDAR pour la période allant d'octobre 2012 à mars 2013, il a été prévu la réalisation des activités suivantes : (i) aménagement de 2 ha de parcs à bois de manioc, pour finaliser la mise en valeur de 11 ha de parcelles de production au niveau des agriculteurs ; (ii) la distribution de 644.000 boutures de manioc prélevées dans les anciens parcs à bois, en vue d'approvisionner 64 ha des microprojets de manioc ; (iii) la mise en place de 6 germoirs de production des vivo plants de bananiers, pour une production de 12.000 vivo plants de bananiers; (iv) la production de 1,6 tonnes d'arachide ; (v) la mise en œuvre d'une convention de collaboration avec l'Institut de Recherche Agronomique pour le Développement (IRAD)/Cameroun pour la fourniture des semences améliorées d'arachide au PDAR ; et (v) la mise en œuvre d'un avenant à la convention de collaboration avec l'Institut de Recherche Agronomique et Forestière du Gabon (IRAF).

21. La mission note que durant la période sous revue, le projet a mis en place 1 ha de parcs à bois de manioc dans le département du Ntem, soit 50% de l'objectif et a pu prélever 629.000 boutures de manioc (97,67%) amélioré dans les anciens parcs à bois gérés par les paysans semenciers pour approvisionner les producteurs. Ces boutures ont permis d'emblaver 62,9 ha de manioc. L'UGP a également soutenu la production de 8.500 vivo plants de bananiers à travers l'installation de 6 germoirs. Ces plants ont servi à l'ensemencement de 5 ha par 11 organisations paysannes.

22. Pour ce qui concerne l'arachide, une production de 0,55 tonnes de semences a été obtenue à partir d'1 ha de champ semencier mis en place à la seconde campagne agricole de 2012 par 2 paysans. Cette production a permis d'ensemencer 5 ha par 5 OP. Toutefois, les rendements obtenus sur l'arachide restent faibles, faute de capacité de production des semences de base au niveau des structures nationales de recherche.

23. Les résultats ci-après ont été obtenus.

État d'exécution des activités de production du matériel végétal

Activités concernées	Unité	Prévisions Oct 2012- Mars 2013	Réalisations	%
Mise en place des Parcs à bois villageois	Ha	2	1	50%
Production des boutures améliorées de manioc	Nbre	644.000	629.000	97,67%
Mise en place des germoirs	Nbre	6	6	100%
Production des plants bananiers issus des germoirs	Nbre	12.000	8.500	70,83%
Production des semences d'arachide	Tonnes	1,6	0,55	34,37%

24. De manière générale, en ce qui concerne les activités d'appui à la production et à l'approvisionnement en matériel végétal de qualité, la mission note que :

- (i) l'UGP n'a pas encore mobilisé l'IRAD au Cameroun pour réaliser l'état des lieux de la production d'arachide dans le département de l'Okano et fournir les semences de base ainsi que l'appui technique nécessaire au développement de la production ;
- (ii) la convention avec l'institut de Recherche Agronomique et forêts (IRAF) pour renforcer les capacités opérationnelles des paysans semenciers, des groupements de producteurs et des TAC à travers des formations en techniques de multiplication de matériel végétal a été révisée mais n'est pas encore signée par les deux parties ;

25. La mission recommande au projet de :

- finaliser en urgence le contrat avec l'IRAD du Cameroun pour la réalisation de l'état des lieux de la production d'arachide dans le département de l'Okano, la fourniture des semences de base et l'appui technique nécessaire au développement de la production

- *d'arachide;*
• *procéder à la signature de l'avenant à la convention avec l'institut de Recherche Agronomique et forêts (IRAF) pour renforcer les capacités opérationnelles des paysans semenciers, des groupements de producteurs et des TAC en techniques de multiplication de matériel végétal.*

2. Formations spécifiques

26. Il était prévu pour la période sous revue que le projet : (i) mobilise le Centre Africain de Recherches sur Bananiers et Plantains (CARBAP) pour renforcer les capacités des TAC et des paysans semenciers sur la multiplication des plants de bananiers en plein champ et la reconnaissance des maladies et ennemis du bananier; (ii) organise 6 sessions de formation en technique de multiplication des plants de bananier par PIF ; au profit de 120 paysans semencier ; et (iii) mobilise la FAO pour la mise en place et l'animation de 5 champs école paysan (1 par département).

27. La mission constate que le CARBAP n'a pas encore été mobilisé comme prévu. L'UGP indique toutefois que les TDR de cette mission sont en discussion avec cette structure.

28. En matière de formation en technique horticole de multiplication rapide et en masse des plants sains de bananier le PDAR a mobilisé l'IRAF et 4 formateurs locaux qui ont réalisé 6 sessions de formation dans les départements du Ntem, du Haut Ntem, de l'Okano et du Haut Omo au profit de 120 agriculteurs.

29. S'agissant de la mobilisation de la FAO, l'UGP indique qu'une lettre d'entente avait déjà été déjà élaborée et validée par les deux parties dans le cadre de la mise en place et l'animation de 5 champs école paysan. Le PDAR voudrait étendre ce partenariat à l'IRAF et à l'ENDR par la création d'une « ferme modèle » à l'ENDR, incluant l'unité pilote de transformation et les champs école paysan servant de points d'observation. La lettre d'entente amendée a été transmise à la FAO pour validation.

30. *La mission recommande au projet de soumettre à la non objection du FIDA les TDR et le contrat pour la mobilisation du CARBAP en matière d'appui technique à la multiplication rapide des rejets de banane plantain.*

3. Mise en place de l'atelier pilote de transformation

31. Dans le cadre du programmes d'activités prioritaires de janvier à mars 2013 et conformément aux recommandations de la mission de supervision de septembre 2012, le projet prévoyait la mobilisation du Centre d'Incubation Pilote (CIP) de Douala spécialisé dans la transformation de manioc pour l'accompagner dans la réalisation de l'étude de faisabilité de l'atelier pilote de transformation de manioc et d'arachide prévu à Oyem et l'organisation des formations spécifiques au profit des jeunes partenaires du PDAR.

32. La mission constate que l'UGP, après analyse de la situation, a plutôt opté pour la mobilisation d'un expert qui devra capitaliser la démarche du CIP pour réaliser l'étude de faisabilité détaillée, le plan de développement sur 6 ans et le plan d'actions sur 12 mois de l'atelier de transformation. Les TDR de cette étude ont été finalisé et validé mais l'étude n'a pas encore été lancée.

33. *La mission recommande que l'étude de faisabilité de l'atelier pilote de transformation de manioc et d'arachide prévu à Oyem soit réalisée et le plan de formations spécifiques au profit des jeunes partenaires du PDAR soient disponibles d'ici juillet 2013.*

Sous composante A2 : Appui aux groupements de producteurs (microprojets de filières)

34. La mission de revue à mi-parcours avait relevé le faible taux de décaissement des fonds *relatifs* au financement des microprojets dû au fait que l'exécution du projet est ciblée uniquement sur les

activités de production agricole au niveau des parcelles et n'intègre pas dans une approche intégrée de la filière incluant le financement des investissements de production, de post-récolte et de commercialisation, ainsi que l'apprentissage de la négociation commerciale. De plus, la mission de supervision de septembre 2012 avait relevé que la mise en place des microprojets de manioc avait pris du retard par rapport à la cible 2012 et les activités relatives à la mise en place des microprojets de transformation et les microprojets de prestation de service permettant de prendre en compte les autres besoins des groupements dans une approche filière étaient restés au stade préparatoire.

35. Compte tenu de ce qui précède, la dernière mission de supervision avait recommandé à l'UGP d'élaborer la typologie des microprojets permettant d'apporter des financements conséquents aux groupement de manière intégrée, dans une logique filière et susciter la création des micro-entreprises de prestation de service pour assurer la gestion des services de mécanisation agricole.

36. Dans cette logique, les activités prévues entre octobre 2012 et mars 2013 portaient sur : (i) Le recrutement d'un Consultant pour l'élaboration de la typologie des microprojets qui prenne en compte les équipements de production, d'investissement et la formation relatifs aux activités post-récolte/commercialisation des produits cibles du projet (manioc, banane et arachide) pendant leur financement ; (ii) La mise en valeur de 44 ha en manioc, 59 ha en banane et 8 ha en arachide, au profit de 56 organisations paysannes, en vue de finaliser les aménagements entamés entre janvier et septembre 2012 (140 ha en manioc, 240 ha en banane et 20 ha en arachide).

37. La mission note que le PDAR a publié au niveau international les TDR pour le recrutement du Consultant chargé d'élaborer la typologie des microprojets. L'activité est dans la phase de sélection du consultant. Pour ce qui concerne la mise en œuvre des microprojets, le PDAR a soutenu l'aménagement de 39,90 ha de manioc (90,68%), 37,5 ha de banane (63,55%) et 5 ha d'arachide (62,5%), au profit de 55 Organisations Paysannes. Le PDAR a également appuyé la mise en place d'une unité de transformation de manioc gérée par une OP dans le département du Woleu (achat d'un moulin et construction d'un hangar pour abriter l'équipement).

38. S'agissant des activités d'appui à la production, le rapport d'activités présenté par l'UGP indique que les producteurs appuyés par le PDAR ont enregistrés les niveaux de production suivants : 399 tonnes de manioc issues de 56 ha mis en place entre 2010-2011 ; 957 tonnes de banane récoltées dans les parcelles (101,5 ha) installées entre 2010-2011 ; et 16,5 tonnes d'arachide issues de 15 ha mis en valeur durant l'année 2012. L'UGP a également formé 120 représentants d'organisations paysannes (25 femmes et 95 hommes) sur la technique horticole de multiplication rapide et en masse des plants sains de bananiers.

État d'exécution des Microprojets de filières

Activités	Unité	Cible PTBA 2012	Réalisations	Taux d'exécution
Microprojets de filières (production et transformation)	Nbre	56	56	100%
Microprojets de production de manioc, de banane et d'arachide	Nbre	55	55	100%
Plantation en manioc	Ha	44	39,9	90,68%
Plantations en banane	Ha	59	37,5	63,55%
Plantations en arachide	Ha	8	5	62,5%
Quantité de manioc produite	Tonne	440	399	90,68%
Quantité de banane produite	Tonne	12.000	7.500	62,50%
Quantité d'arachide produite	Tonne	12	5	41,66%
Microprojets de transformation de manioc	Nbre	1	1	100%
Groupements bénéficiaires des microprojets	Nbre	56	56	100%

39. La mission de supervision recommande que l'étude sur la typologie des microprojets soit disponible d'ici fin juillet et sur cette base, l'UGP procède sans délais à l'information des bénéficiaires et au financement des projets selon le schéma adopté .

Sous Composante A3 : Appui à la commercialisation et la compétitivité des filières cibles

40. Les dernières missions de supervision avaient noté avec préoccupation que les activités avaient pris beaucoup de retard. Aussi, la dernière mission avait recommandé que l'UGP : (i) accélère le démarrage des études préliminaires relatives à la mise en œuvre des activités de commercialisation - conception du système d'information sur les prix des produits cibles du projet et préparation de la démarche et le programme de travail - afin de garantir leur réalisation au plus tard début décembre 2012 et d'assurer le démarrage des appuis effectifs à l'organisation de la commercialisation fin décembre 2012 ; (ii) développe une démarche cohérente sur le choix des lieux d'implantation des Centres de groupage et la définition des modalités de gestion desdits centres de groupage intégrant l'information et la sensibilisation des autorités et des groupements et impliquant dès le départ les bénéficiaires de manière à assurer la mobilisation de leur contribution à la construction de ces ouvrages et leur appropriation et (iii) procède au recrutement des Volontaires des Nations Unis (VNU) comme prévu dans le document du projet pour renforcer les capacités d'intervention du projet sur cette composante, et permettre le démarrage effectif des activités d'appui à la commercialisation d'ici décembre 2012.

41. Dans ce cadre, durant la période sous revue, les activités d'appui à la commercialisation prévoyait le recrutement d'un Consultant, pour réaliser une étude sur la commercialisation des productions agricoles, en incluant l'organisation de sessions de formation en gestion commerciale, micro crédit et contractualisation, les besoins en information des producteurs, les centres de groupage, les cadres de concertation en vue de faciliter la commercialisation et la mise en place d'un système d'information sur les prix.

42. La mission note qu'avec l'appui d'un assistant technique international, l'UGP a recadré cette activité et les TDR en vue du recrutement d'un consultant pour la réalisation d'un document définissant la stratégie, les besoins et les attentes en matière de commercialisation des produits cibles du projet et d'un document opérationnel pour la mise en place du SIM. La sélection du consultant est en cours.

43. La mission recommande que l'étude sur la stratégie, les besoins et les attentes des producteurs en matière de commercialisation des produits cibles du projet et le document opérationnel pour la mise en place du SIM soient finalisés d'ici juillet 2013.

44. La mission de supervision réitère à l'UGP la recommandation faite lors de la précédente mission à savoir de procéder au recrutement des Volontaires des Nations Unis (VNU) comme prévu dans le document du projet pour renforcer les capacités d'intervention du projet sur cette composante, et permettre le démarrage effectif des activités d'appui à la commercialisation d'ici décembre Août 2013.

Actions convenues	Responsables	Date limite
4. finaliser en urgence le contrat avec l'IRAD du Cameroun pour la réalisation de l'état des lieux de la production d'arachide dans le département de l'Okano, la fourniture des semences de base et l'appui technique nécessaire au développement de la production d'arachide. ;	Superviseur composante production avec appui duGestionnaire	30 mai 2013
5. procéder à la signature de la convention avec l'institut de Recherche Agronomique et forêts (IRAF) pour renforcer les capacités opérationnelles des paysans semenciers, des groupements de producteurs et des TAC en techniques de multiplication de matériel végétal.	Superviseur composante production avec appui Gestionnaire	30 mai 2013
6. Soumettre à la non objection du FIDA, les TDR et le	Superviseur	Immédiat

Actions convenues	Responsables	Date limite
contrat pour la mobilisation du CARBAP en matière d'appui technique à la multiplication rapide des rejets de banane plantain.	composante production	
7. Réaliser l'étude de faisabilité de l'atelier pilote de transformation de manioc et d'arachide prévu à Oyem et le plan de formations spécifiques au profit des jeunes partenaires du PDAR	Superviseur composante production	31 juillet 2013.
8. Réaliser l'étude sur la typologie des microprojets et sur cette base, procéder sans délais à l'information des bénéficiaires et au financement des projets selon le schéma adopté. .	Superviseur composante production	31 juillet 2013
9. Réaliser l'étude sur la stratégie, les besoins et les attentes des producteurs en matière de commercialisation des produits cibles du projet et le document opérationnel pour la mise en place du SIM	Superviseur composante production	31 juillet 2013
10. Procéder au recrutement des Volontaires des Nations Unis (VNU) comme prévu dans le document du projet pour renforcer les capacités d'intervention du projet sur cette composante, et permettre le démarrage effectif des activités d'appui à la commercialisation d'ici décembre	Superviseur composante production	Août 2013

Composante B : Renforcement des capacités des différents acteurs

45. Les activités de renforcement des capacités menées sous le PDAR visent à renforcer principalement par le biais d'activités de sensibilisation, d'animation et de formation adaptée : (i) les compétences techniques et d'autogestion des membres et leaders des groupements de producteurs et celles des opérateurs privés et des micro- entreprises associées aux filières cibles ; et (ii) les capacités des partenaires prestataires publics et privés d'appui – conseil pour leur permettre de développer des services de qualité et des expertises adaptées aux besoins des producteurs dans les filières ciblées. Pour atteindre ces objectifs, les activités sont structurées autour de 2 sous composantes : le renforcement des capacités des ruraux et de leurs groupements ; et le renforcement des capacités institutionnelles.

46. Les activités prévues entre octobre 2012 et mars 2013, portaient essentiellement sur : (i) l'élaboration d'un Plan de formation et un plan de communication pour le renforcement des capacités des bénéficiaires du projet en vue de leur permettre de présenter des microprojets d'investissements au financement du PDAR ; (ii) la mise en place d'un centre d'appui rural et, (iii) l'élaboration d'un plan d'action en vue d'apporter des appuis prévus aux Pygmées BAKA.

47. La mission constate qu'aucune activité prévue dans ce domaine n'a été réalisée. Avec l'appui d'un consultant international, le PDAR a pu élaborer les TDR pour le recrutement d'un consultant chargé d'apporter un appui à l'UGP dans : (i) l'amélioration de la structuration, de la compétitivité et de la représentation professionnelle des organisations économiques des producteurs; (ii) la mise en place d'un centre d'appui rural ; (iii) la préparation d'un dossier technique (démarche et outils) pour la mise en œuvre des appuis prévus pour l'émergence d'opérateurs et micro entreprises rurales dans l'environnement de la production agricole; et (iv) l'élaboration, avec l'appui de l'UNICEF d'un plan d'action spécifique pour apporter des appuis aux groupes Pygmées BAKA.

48. La mission recommande à l'UGP de :

- Réaliser d'ici Août 2013 l'étude sur la stratégie de renforcement de la structuration et de l'organisation interne des groupements de producteurs pour qu'ils deviennent de véritables entreprises, et proposer les actions cohérentes et réalistes (dans le temps et dans l'espace)

permettant d'améliorer la représentativité et la légitimité professionnelle des OP ;

- *Mener d'ici août 2013 l'étude de faisabilité (technique, organisationnelle, financière et commerciale) du « Centre d'appui rural », assortie de son plan de développement (business plan) ainsi que de son plan d'actions pour les 12 premiers mois.*
- *Faire des propositions d'actions à mener à court, moyen et long terme pour l'émergence et le développement de petites entreprises rurales de services prenant en charge les fonctions d'appui le long de la chaîne des valeurs ;*
- *Établir avec l'UNICEF un plan d'action spécifique pour apporter des appuis aux groupes Pygmées BAKA*

Actions convenues	Responsables	Date limite
11. Réaliser l'étude sur la stratégie de renforcement de la structuration et de l'organisation interne des groupements de producteurs pour qu'ils deviennent de véritables entreprises, et proposer les actions cohérentes et réalistes (dans le temps et dans l'espace) permettant d'améliorer la représentativité et la légitimité professionnelle des OP ;	Superviseur Composante Renforcement des capacités avec appui du Gestionnaire	Août 2013
12. Mener l'étude de faisabilité (technique, organisationnelle, financière et commerciale) du « Centre d'appui rural », assortie de son plan de développement (business plan) ainsi que de son plan d'actions pour les 12 premiers mois.	Superviseur Composante Renforcement des capacités avec appui du Gestionnaire	Août 2013
13. Faire des propositions d'actions à mener à court, moyen et long terme pour l'émergence et le développement de petites entreprises rurales de services prenant en charge les fonctions d'appui le long de la chaîne des valeurs ;	Superviseur Composante Renforcement des capacités avec appui du Gestionnaire	Août 2013
14. Établir avec l'UNICEF un plan d'action spécifique pour apporter des appuis aux groupes Pygmées BAKA	Superviseur Composante Renforcement des capacités avec appui du Gestionnaire	Août 2013

d. Avancement de l'exécution du PDAR

49. **Gestion du projet.** Suite aux difficultés méthodologiques et gestion que rencontre le PDAR dans la mise en œuvre de ses activités, conduisant au faible niveau de résultats enregistrées à date, le Ministère en charge de l'Agriculture qui assure la tutelle technique du PDAR a procédé depuis juillet 2012 au licenciement de certains cadres de l'UGP pour défaut de résultats comme suit :

- Arrêt des contrats du Responsable Administratif et Financier et du Superviseur de la composante «Renforcement des capacités » le 05 juillet 2012 ;
- Arrêt des contrats du Directeur du Projet et du Responsable Suivi-Évaluation en janvier 2013.

50. Au regard de la situation exposée ci-dessus et dans le soucis d'assurer un pilotage minimal des activités du PDAR le ministère en charge de l'agriculture, a procédé après avis de non objection du FIDA: (i) à la mobilisation dans la période d'août à octobre 2012 d'une expertise internationale en gestion administrative et financière pour accompagner l'UGP dans la mise en œuvre de la gestion administrative et financière du Projet ; (ii) à la nomination en janvier 2013, d'un Directeur Intérimaire pour une période de trois mois et (iii) à la publication des avis de vacances de postes en vue du recrutement de nouveaux responsables.

51. La mission de supervision constate que le processus de recrutement engagé n'a pas été fructueux car les candidatures reçues n'ont pas rempli les critères minimum requis. Face à cette

situation, le Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et du développement rural a proposé et obtenu la non objection du FIDA pour procéder à l'identification au national de trois CV de candidats répondant aux critères et de faire des propositions motivées au FIDA. En particulier, en ce qui concerne le Poste de RAF, sur la base des échanges avec la partie Gabonaise, il a été convenue de ramener la base de sélection à un profil Bac + 4 et 5 ans d'expériences pour disposer des candidatures nationales.

52. La mission note toutefois qu'un consultant en gestion financière a été une fois de plus mobilisé vers la fin mars 2013 pour une période de trois mois afin de permettre au PDAR d'assurer des fonctions de gestion financières minimales et préparer ses états financiers en vue de l'audit des comptes 2012. De plus le contrat du gestionnaire intérimaire a été prolongé pour une période de trois mois supplémentaires.

53. *La mission recommande au Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et du développement rural d'assurer le recrutement de l'ensemble du personnel et leur prise de service au plus tard le 20 mai 2013 afin de ne pas hypothéquer davantage les résultats à atteindre par le PDAR.*

54. **Suivi-évaluation.** La mission note qu'en l'absence de l'expert en charge du suivi-évaluation, cette fonction n'est pas actuellement assurée au niveau du projet.

55. **Genre.** Le PDAR intervient dans les filières vivrières pour lesquels les bénéficiaires sont en majorité les femmes. La dernière mission de supervision avait relevé la nécessité pour le PDAR d'assurer une meilleure appréciation de sa cible et avait recommandé à l'UGP de s'assurer que les fiches de caractérisation des microprojets et de suivi des activités prévoient spécifiquement l'identification des actions au profit des femmes et des jeunes.

56. La mission de supervision constate que cette recommandation n'a pas été exécutée. *La mission réitère cette recommandation en demandant à l'UGP de porter une attention particulière à la définition et au suivi des indicateurs relatifs aux actions menées en faveur des femmes et des jeunes et leur impact.*

57. **Centrage sur la pauvreté.** La mission relève que les appuis du projet sont donnés aux populations rurales pauvres comme indiqué dans le rapport de conception du projet. Compte tenu de la situation actuelle du personnel du projet, les activités ont été limitées durant la période sous revue aux appuis essentiels en matière de fourniture du matériel végétal et accompagnement/appui conseil en techniques de production.

58. **Effectivité du ciblage.** Dans la situation actuelle du projet, la mission n'a pas pu collecter des informations permettant d'apprécier ce paramètre.

59. **Gestion des savoirs.** Le système de suivi-évaluation du projet n'étant pas fonctionnel, la gestion des savoirs n'est pas assurée pour le moment.

60. **Partenariat.** La plus part des partenariats que devaient mettre en place le PDAR pour la conduite de ses activités ne sont pas encore engagés à savoir : le partenariat avec le CRABAP pour la multiplication rapide des plants de bananiers plantain ; le partenariat avec l'UNICEF pour l'appui aux Pygmées BAKA, le partenariat avec l'IRAD du Cameroun pour la production et la fourniture des semences de base d'arachide et le partenariat avec la FAO pour l'appui à la mise en place des champs écoles paysans.

Actions convenues	Responsables	Date limite
15. Assurer le recrutement de l'ensemble du personnel et leur prise de service afin de ne pas hypothéquer davantage les résultats à atteindre par le PDAR.	Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et du développement rural	30 mai 2013 immédiat

16. Porter une attention particulière à la définition et au suivi des indicateurs relatifs aux actions menées en faveur des femmes et des jeunes et leur impact	Responsable du suivi-évaluation	continu
---	---------------------------------	---------

e. Aspects fiduciaires

61. La mission a constaté que l'expertise internationale en gestion administrative et financière mobilisée par l'UGP dans la période allant d'août à octobre 2012 a permis de réaliser les actions suivantes : (i) la revue, la correction et la mise à jour de la comptabilité du projet depuis le 1er janvier 2012 (ii) l'opérationnalisation du logiciel comptable du PDAR et du traitement automatisé des DRF (ii) la mise en place du logiciel du PDAR dans le serveur du projet avec habilitation des accès aux personnel cadres (iv) la mise à jour des outils de gestion de la petite caisse (v) la réconciliation rétroactive documentée du compte spécial (v) l'élaboration de deux DRF pour le réapprovisionnement du compte spécial et d'une DRF de remboursement (vi) l'apurement des arriérés des paiements des salaires du personnel.

62. La mission relève que depuis la fin l'appui de l'expert international en octobre 2012 et ce jusqu'à fin mars 2013, le SAF a été conduit par la Comptable du Projet cumulant ainsi les fonctions de RAF et de comptable. Cette situation de cumul des fonctions présente d'importants risques en matière de contrôle interne. Elle est de nature à influencer sur la qualité du travail et le rendement de la Comptable. En effet, la mission note que pendant six mois, le SAF n'a pas procédé à la mobilisation des ressources du Prêt FIDA. A date, les dépenses à justifier pour le réapprovisionnement du compte spécial représentent 88% de l'avance initiale en compte spécial. Le projet court le risque d'une tension de trésorerie. En fin mars 2013, un consultant a été mobilisé pour une période de 3 mois dans l'attente de recrutement d'un nouveau RAF.

63. **Décaissement du Prêt FIDA.** Au 20 mars 2013, le PDAR a enregistré un niveau de décaissement du Prêt FIDA de USD 2,69 millions, correspondant à 46,17%. En tenant compte de la DRF 23 en cours de traitement au FIDA, le taux de décaissement est de 49,63%.

64. Ce taux faible s'explique d'une part par le faible taux de décaissement de la catégorie de financement relative aux microprojets qui s'établit, à date, à 16,23% et d'autre part par le ralentissement des activités du Projet suite à la décision du MAEPDR de mettre fin au contrat de travail de la majeure partie de l'équipe de coordination du Projet pour insuffisance de résultat (non disponibilité des fonds à cause de l'incapacité du SAF à monter les DRF).

65. Le Compte spécial du Prêt FIDA et les disponibilités en caisse présentent au 20 mars 2013 un solde de FCFA 41,255 millions dont FCFA 15,032 millions représentant le montant net des sommes transférées du compte de contrepartie au Compte spécial à titre de préfinancement.

66. Le Projet n'a pas présenté un rapprochement du Compte spécial. Toutefois en fonction des informations collectées, la mission a établi un rapprochement du Compte spécial FIDA au 20 mars 2013. Elle a évalué à FCFA 193,766 millions les dépenses effectuées sur le Compte spécial FIDA et non encore présentées en justification au FIDA pour réapprovisionnement du Compte spécial. Cette situation est de nature à entraîner des tensions de trésorerie. *La mission recommande de (i) reverser dans le compte de contrepartie des fonds préfinancés, (ii) justifier au FIDA les dépenses effectuées sur le Compte spécial par l'élaboration d'une DRF en vue de son réapprovisionnement (iii) faire un suivi régulier du Compte spécial en vue de la mobilisation rapide des fonds du Prêt FIDA.*

États Certifiés de Dépenses (ECD). La mission a fait une revue limitée des opérations financières réalisées par le Projet. Cette revue n'a pas été étendue aux ECD qui feront objet d'un contrôle approprié lors de la prochaine mission de supervision".

67. **Don FIDA.** D'un montant de USD 274 000, le Don FIDA est mobilisé au début de chaque année pour le financement des activités de suivi-évaluation. A date, le Don est décaissé à hauteur de 43,41%

soit USD 127 378. Le compte bancaire du Don présente un solde de FCFA 1,416 millions. La mission note que les dépenses de l'exercice 2012 ne sont pas encore justifiées en vue de la mobilisation des fonds du Don pour 2013. *Elle recommande de procéder sans délai à la justification des dépenses effectuées sur le compte de Don.*

68. Fonds de contrepartie. L'UGP indique que la contribution de l'Etat Gabonais au financement du PDAR, à date s'élève à FCFA 997 millions (USD 1,956 millions), correspondant à 89,8% de son engagement. La mission relève que la contribution au titre de l'exercice 2012 de FCFA 260 millions (USD 0,56 millions) n'a pas été versée au Projet. Aucun montant n'a été engagé par l'Etat au titre de l'année 2013. Les fonds de contrepartie en banque et en caisse s'élèvent, à date, à FCFA 6,783 millions, insuffisants pour payer les salaires du mois de mars évalués à FCFA 12 millions. *Il est recommandé au Gestionnaire Transitoire du PDAR de se mettre en relation avec les autorités compétentes en vue du paiement au Projet des fonds de contrepartie.*

69. La mission note aussi que les fonds de contrepartie ont été utilisés pour préfinancer les dépenses que l'UGP a jugé éligibles aux fonds du prêt FIDA pour un montant de FCFA 98,109 millions. Une DRF de remboursement est en cours de transmission au FIDA.

70. Contribution des bénéficiaires. L'UGP évalue la contribution des bénéficiaires depuis le démarrage du Projet à FCFA 236,858 millions (USD 477 537) soit 186,5% de l'engagement initial de FCFA 127 millions (USD 256 000). L'UGP explique ce dépassement par la prise en charge par les bénéficiaires de certaines opérations initialement financées par le projet (entretien des parcelles, trouaison, coupe de piquet et piquetage...), modifiant de façon significative la proportion de la contribution des bénéficiaires dans la mise en œuvre des microprojets de production qui passe de 10 à 50% environ.

71. La mission relève que la contribution des bénéficiaires n'est pas enregistrée en comptabilité ni en 2012 ni en 2013. *Il est recommandé au SAF de mettre à jour la comptabilité à cet effet.*

72. Respects des dispositions de l'accord de financement. Dans l'ensemble, les dispositions de l'accord de financement sont respectées.

73. Gestion et sauvegarde des actifs. L'UGP a effectué l'inventaire des immobilisations au 31 décembre 2012. La dernière mission de supervision avait recommandé de formaliser le système de codification et de finaliser le marquage des immobilisations. *La présente mission réitère la recommandation de finaliser le marquage des immobilisations.*

74. Passation des marchés. En ce qui concerne la gestion du processus de passation des marchés, la mission note qu'aucun appel d'offre n'a été lancé au cours de la période sous revue. Tous les contrats exécutés depuis la dernière mission de supervision sont relatifs à des appuis techniques à l'UGP par des consultants individuels avec la non objection du FIDA. La mission note avec satisfaction que le registre des contrats est à jour. *Toutefois les fiches de suivi des contrats devront être examinées pour s'assurer de la cohérence des informations qui y sont mentionnées.*

75. Personnel. Le personnel du PDAR est composé de fonctionnaires et de non fonctionnaires. L'UGP indique que le personnel non fonctionnaire (7 personnes) a été régulièrement inscrit à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) et que les cotisations sociales sont versées au titre des années 2008 à 2011. Quant aux retenues fiscales sur salaires, elles n'ont pas été reversées à l'administration fiscale. *La présente mission réitère la recommandation de procéder sans délais au reversement des retenues fiscales et sociales sur salaires et de veiller à l'avenir à payer de façon régulière les sommes dues.*

La mission a constaté que certains cadres licenciés ont bénéficié des indemnités de rapatriement tandis que d'autres ne l'ont pas reçu. Le projet a déjà été saisi par les cadres lésés et risque des poursuites judiciaires. *La mission demande à l'UGP de se rapprocher de l'inspection du travail pour résoudre ce contentieux.*

76. Gestion comptable. La comptabilité du PDAR est tenue au moyen du logiciel TOMPRO. Les différents modules du logiciel sont paramétrés et sont fonctionnels. Les DRF sont élaborées

automatiquement au travers du logiciel. La mission note que la Comptable a une bonne maîtrise du logiciel. Toutefois, les insuffisances suivantes sont relevées en matière de gestion et de contrôle interne comptable :

- la modification du schéma de comptabilisation des opérations faisant ainsi entorse au principe comptable de la permanence des méthodes,
- les saisies comptables ne sont pas faites sur la base de fiches d'imputation régulièrement établies,
- les comptes ne sont pas suffisamment analysés,
- la contribution des bénéficiaires n'est pas enregistrée.

77. Audit des comptes. Le contrat signé entre le PDAR et le Cabinet CEAC pour l'audit des comptes du Projet a pris fin avec l'audit de l'exercice 2011. Pour la réalisation de l'audit de l'exercice 2012, au vu de la situation actuelle du Projet et des délais nécessaires pour le recrutement d'un nouveau cabinet d'audit, le FIDA avait recommandé que le contrat du cabinet CEAC soit reconduit. La mission note que l'UGP a soumis et obtenu la non objection du FIDA sur les termes de références. *La mission recommande à l'UGP d'inscrire la réalisation de l'audit de l'exercice comme une activité prioritaire et de prendre toutes les dispositions utiles pour que les rapports d'audit soient transmis au FIDA au plus tard le 30 juin 2013.*

Actions convenues	Responsables	Date limite
17. Reverser dans le compte de contrepartie, les fonds préfinancés, puis justifier au FIDA les dépenses effectuées sur le Compte spécial par l'élaboration d'une DRF en vue de son réapprovisionnement et faire un suivi régulier du Compte spécial en vue de la mobilisation rapide des fonds du Prêt FIDA.	SAF	Immediate
18. Procéder à la justification des dépenses effectuées sur le compte de Don.	SAF	Immediate
19. Contacter les autorités compétentes en vue du paiement au Projet des fonds de contrepartie.	Gestionnaire du PDAR	immediate
20. Mettre à jour les données comptables relatives à la contribution des bénéficiaires	SAF	Continue
21. Finaliser le marquage des immobilisations	SAF	Juin 2013
22. Examiner et s'assurer de la cohérence des informations mentionnées dans les fiches de suivi des contrats	SAF	Immédiat

Actions convenues	Responsables	Date limite
23. Procéder sans délais au reversement des retenues fiscales et sociales sur salaires et veiller à l'avenir à payer de façon régulière les sommes dues	SAF	Immédiate et continue
24. Se rapprocher de l'inspection du travail pour résoudre le contentieux portant sur les indemnités de rapatriement dues au personnel licencié.	SAF	Immédiate
25. Inscrire la réalisation de l'audit de l'exercice comme une activité prioritaire et prendre toutes les dispositions utiles pour que les rapports d'audit soient transmis au FIDA.	SAF	30 juin 2013

f. Durabilité

78. La situation actuelle de ralentissement des activités du PDAR et le faible appui apporté jusque-là aux actions de structuration et d'organisation des producteurs limitent fortement la durabilité des investissements actuels du PDAR au niveau des producteurs bénéficiaires.

g. Autres aspects/Impact

79. La nature des microprojets dans leur forme actuelle est limitée en terme d'envergure et de complémentarité dans les fonctions le long de la chaîne des valeurs ce qui limite l'impact du projet. La prise en compte effective des appuis dans les domaines de la transformation, la commercialisation et l'organisation des producteurs est un enjeu majeur pour assurer l'impact du projet et jeter les bases de la durabilité de ses investissements.

h. Conclusion

80. Le PDAR est à un an de sa date d'achèvement prévue le 31 mars 2014. Le faible niveau de résultat enregistré jusque-là par le projet lié essentiellement à la faible capacité de mise en œuvre des activités par le personnel de l'UGP constitue la limite majeure à l'atteinte des résultats de développement prévus.

81. Le PDAR reste toutefois le principal projet de développement agricole du Gabon. Il a permis d'enclencher un engouement certain au niveau des populations rurales ciblent qui attendent encore les appuis du projet. Avec le renouvellement de l'équipe du projet, la mobilisation des expertises techniques pour l'appui à la mise en œuvre des activités et l'opportunité pour le Gabon de mobiliser des fonds Espagnol pour le financement des activités complémentaires au PDAR, il serait souhaitable d'envisager la prolongation de la durée du projet pour lui permettre d'assurer l'atteinte de ses résultats de développement.

Click here and type project name

Click here and choose appropriate title from the list. Mission dates: [click here and insert mission dates]

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du PDAR et notes

A. Basic Facts

Country	Gabon	Project ID	1313	Loan/Grant No.	722/970
Project	Agricultural and Rural Development Project			Supp. Loan/Grant	
Date of Update:	20-août-15	Supervising Inst.	IFAD	Financing terms	O
No. of Supervisions	7	Last Supervision	26/09/2012		
No. of Impl. Supfollow-up		Last Impl. Sup/Follow-up	Feb. 2013		
				USD million	Disb. rate
Approval	12-Sep-2007			Total costs	8.63
Agreement	26-Oct-2007	Effectiveness lag	6.3	IFAD loan	5.73
Effectiveness	20-Mar-2008	Problem project		DSF grant	
MTR	22-May-2012			IFAD grant	0.27
Current completion	31-Mar-2014	Last Amendment		Domestic	2.43
Current closing	30-Sep-2014	Last Audit	28 June 2012		
No. of extensions	0				
				Cofinancing	0.20
				Cofinanciers	OFID

A. Project Performance Ratings

B.1 Fiduciary Aspects	Last	Current	B.2 Project implementation progress	Last	Current
1. Quality of financial management	3	3	1. Quality of project management	3	3
1. Acceptable disbursement rate	3	3	2. Performance of M&E	3	3
2. Counterpart funds	4	3	3. Coherence between AWPB & implementation	3	3
3. Compliance with loan covenants	4	3	4. Gender focus	4	4
4. Compliance with procurement	3	3	5. Poverty focus	4	4
5. Quality and timeliness of audits	4	4	6. Effectiveness of targeting approach	4	3
			7. Innovation and learning	5	3
B.3 Outputs and outcomes	Last	Current	B.4 Sustainability	Last	Current
• Actual outputs/component 1	4	3	1. Institution building (organizations, etc.)	3	3
• Actual outputs/component 2	2	2	1. Empowerment	3	3
• Actual outputs/component 3	3	3	2. Quality of beneficiary participation	3	3
			3. Responsiveness of service providers	3	3
			4. Exit strategy (readiness and quality)	3	3
			5. Potential for scaling up and replication	4	4

Justification: Project results remain limited in scope in terms of capacity building for production of improved planting materials, production, processing technologies and marketing. This is due to the fact that project activities are mainly implemented directly by PMU rather than service providers as planned. Given limited execution capacity of PMU, results while encouraging, are below targets. In General, low execution level contributes to low disbursement. With regards to component 1, PMU has not yet establish the typology of microproject and as a result funding dedicated for these activities have a very low disbursement rate (16,23%). Concerning component 2, activities related to support for private agricultural service providers, in high demand by farmers groups, as well as organizational capacity building are still yet to start. Mid-term review of June 2012 and supervision mission of September 2012 recommended: (i) contracting of service organizations to enhance scope of project execution; (ii) attention to planning and execution of capacity building component to address implementation lag and pursue expected results; (iii) finalization of M&E systems and processes still in development; (iv) strengthening of overall project coordination and financial management. Based on these recommendations, Ministry of agriculture terminated in July 2012 the contracts of : (i) the financial and administrative expert and (ii) the supervisor in charge of the capacity building component. A financial and administrative consultant was then recruited by the project for a period of 3 months renewable (August – October 2012) to support the financial management of the project while the recruitment process of the two above mentioned experts was on-going. After de September Supervision mission, Ministry of Agriculture communicated to IFAD the dismissal of the project Director and the supervisor in charge of Monitoring and evaluation given their poor performance and submitted to IFAD a 3 months roadmap to implement priority action of the project to insure continuity and set up new team. In January the Ministry appointed an interim project Director. To date, the recruitment process of the PMU is not yet completed. As a result, project is only insuring a minimal implementing of activities.

B. Overall Assessment and Risk Profile		Last	Current
C.1	Physical/financial assets	4	3
C.2	Food security	3	3
C.1	Overall implementation progress (Sections B1 and B2)	3	3

Justification for rating: Project results with regards to technical support to farmers, input supply and production remain minimal and executed at a micro level compared to expected results at this stage of implementation. In order to scale up project implementation, supervision recommends contracting of service organizations to enhance scope of project execution. Level of planning and execution of capacity building component remain unchanged since mid-term review and requires specific action plan to address implementation lag. PMU not completed yet to ensure implementation.

C.2	Likelihood of achieving the development objectives (section B.3)	4	3
-----	---	---	---

Justification for rating: Project results remain limited in scope due to the fact that project activities were almost suspended for six months with the absence of PMU. Given limited execution capacity of PMU, results while encouraging, remain below targets at this stage.

C.3	Risks Short description of major risks for each section and their impact on achievement of development objectives and sustainability		
-----	---	--	--

Fiduciary aspects	2010 audit review rated risk related to financial management of PDAR red : (i) Audit reserves on statements of expenditures and management of special account; (ii) weak compliance with procurement procedures; (iii) ineligibility of some expenditures; (iv) weak functionality of financial software. PMU submitted an action plan to address the main issues. A consultant was recruited for 3 months to assist project in financial management and overall update of financial records.
Project implementation progress	After 5 years of execution, loan disbursement rate is limited to 46%. This reflects limited scope of activities conducted to date. Project results with regards to technical support to farmer, input supply and production are encouraging but remain limited compared to expected results at this stage of implementation. Execution of capacity building component is very low as the project has not put in place a strategy to achieve results: setup of rural training facilities, develop agricultural service providers, etc. Direct execution of activities by PMU has also limited project results and achievement of development objectives. The recruitment of a new capacity building component head is still on process.
Outputs and outcomes	Main outputs and outcomes relate to: (i) training of farmers on production of improved agricultural inputs, and adapted farming techniques; (ii) support to farmer groups for set up of new plantations and basic processing technologies. Activities related to strengthening the capacities of farmers groups and marketing are yet to start.
Sustainability	Some sustainability issues have been raised and require attention: Beneficiaries are mainly community elders; Project direct implementation modality; Weak implementation of capacity building/empowerment activities.

C. Follow-up Action

Issue/problem	Recommended Action	Status/Timing
Quality of financial and administrative management	<ul style="list-style-type: none"> – Maintain the financial management consultant until the recruitment of a permanent expert for this post and ensure a smooth handing over. – Maintain the interim project Director for another 3 months period until the recruitment of a new team; – Submit to IFAD an AWPB for the remaining period of the year since the 3 month road map is over. 	30 May 2013
Recruitment of PMU not yet completed	– Ensure the recruitment of all the PMU before 30 May 2013	30 May 2013
Implementation modalities insufficiently based on “faire-faire”	– Project will move from direct execution to <i>faire-faire</i> through selection of service providers to scale up project implementation	Immediately

Appendice 2: Cadre logique actualisé en indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs et des résultats

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Source d'information	Risques/hypothèses
1. Objectif global			
Réduire la pauvreté en milieu rural en facilitant l'accès équitable des pauvres ruraux aux filières agricoles bénéficiant de marchés porteurs	<ul style="list-style-type: none"> – SYGRI indicateur niveau 3: Index des biens des ménages – Niveau des revenus et de sécurité alimentaire des groupes cibles (%) 	<ul style="list-style-type: none"> – Enquêtes de suivi du DSCR – Étude d'impact à mi-parcours et fin de projet sur évolution des revenus et la sécurité alimentaire – Étude SYGRI (référence et finale) 	Le Gouvernement s'engage à mettre en œuvre une stratégie intersectorielle de développement rural
2. Objectifs spécifiques			
1. Filières porteuses accessibles aux plus pauvres sont développées dans la zone cible (manioc, banane plantain, arachide)	<ul style="list-style-type: none"> – 288 microprojets de production / commercialisation accompagnés : 103 en manioc ; 86 en banane et 99 en arachide ; – 3600 producteurs appuyés dans les filières porteuses le long de la chaîne de valeur dont 1290 en manioc ; 1080 en banane et 1230 en arachide. 	<ul style="list-style-type: none"> – Rapport de suivi-évaluation – Étude d'impact à mi-parcours et fin de projet – Enquêtes statistiques de suivi des marchés et productions agricoles 	Les prix dans les filières ciblées sont rémunérateurs
2. Environnement favorable au développement des filières cibles est créé	<ul style="list-style-type: none"> – 700 groupements familiaux organisés dans les microprojets des filières cibles du projet – 3 plateformes de concertation/organisations faîtières fonctionnelles – 10 prestataires services agricoles équipés et installés – 01 Système d'information sur les prix fonctionnel 	<ul style="list-style-type: none"> – Rapport de suivi-évaluation – Étude d'impact à mi-parcours et finale 	Le Gouvernement mobilise les financements pour le programme de réalisation d'infrastructures rurales et commerciales
Composante A: Promotion des filières agricoles ayant un grand potentiel de marché			
Résultat A.1 : Conditions pour améliorer production et compétitivité des produits des filières cibles sont en place	<ul style="list-style-type: none"> – 36 paysans semenciers formés/équipés pour la production de matériel végétal – Qt Matériel végétal amélioré produite et diffusée : 5,3 Millions boutures manioc ; 0,6 million plants de bananiers et 63,3 Tonnes arachide – 75% de taux de satisfaction besoins des groupements en matériel végétal (manioc et banane) 	<ul style="list-style-type: none"> – Rapport de suivi-évaluation – Étude d'impact à mi-parcours et finale – Évaluation participative du niveau de satisfaction des bénéficiaires 	Les fonds sont mobilisés à temps
Résultat A.2 : Production commercialisée des 3 filières cibles ont augmenté au profit des populations visées par le projet	<ul style="list-style-type: none"> – Au moins 1500 ha mis en production dont 880 ha de manioc, 620 ha de banane et 63 ha d'arachide – Augmentation de la production : manioc frais 9240 ; manioc transformé 4400 T, banane 11 200 T ; arachide 100 T – Augmentation des rendements à l'hectare : Manioc de 10,6 à 20T/Ha ; Banane de 16 à 18T/Ha ; Arachide de 0,8 à 1,5 T/Ha – Réduction pertes post-récolte : Manioc de 20 à 10 % ; Banane de 30 à 5% ; Arachide de 10 à 5% – Pourcentage commercialisé : 70% manioc ; 70% banane ; 60% arachide 	<ul style="list-style-type: none"> – Rapport de suivi-évaluation – Étude impact à mi-parcours et finale – Enquête spécifique au niveau des exploitations (production, rendement, superficies, pertes) 	Les fonds sont mobilisés à temps
Résultat A.3 : Conditions de	– 1 étude de marché réalisée documentant les conditions d'accès au marché.	– Rapports de suivi-évaluation	Les fonds sont mobilisés à

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Source d'information	Risques/hypothèses
commercialisation des produits des filières cibles sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> – Mécanismes d'information des producteurs sur les prix opérationnel à travers les émissions hebdomadaires radio en langue locale – 33 centres groupages fonctionnels – 800 producteurs formés en gestion commerciale – Au moins 25 ateliers départementaux de concertation des acteurs organisés – Au moins 240 accords commerciaux concrétisés 	<ul style="list-style-type: none"> – Enquêtes spécifiques 	temps
Composante B: Renforcement des capacités des Acteurs			
Résultat B.1 : Capacités des organisations de producteurs sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> – 700 groupements producteurs engagés dans les microprojets de filières, gérant les fonctions techniques et économiques le long de la chaîne de valeur (au moins 50% femmes et 30% de jeunes) – 1400 paysans relais formés (2 par groupement dont 50% de femmes au moins) 	<ul style="list-style-type: none"> – Rapports de suivi évaluation 	Les fonds sont mobilisés à temps
Résultat B.2 : Capacités des opérateurs privés et des micro-entreprises intervenant en aval et en amont des filières sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> – 60 opérateurs formés en gestion d'entreprises – 10 prestataires services agricoles équipés et installés 	<ul style="list-style-type: none"> – Rapports de suivi évaluation 	Les fonds sont mobilisés à temps
Résultat B.3 : Capacités des opérateurs d'appui conseil sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> – 1 Centre d'appui rural opérationnel dans la zone d'intervention – 15 techniciens d'animations et 15 responsables des services provinciaux/secteur privé formés en animation rurale/ encadrement des producteurs – 5 Agents du service provincial des statistiques agricoles formés/équipés pour suivi des productions et marchés 	<ul style="list-style-type: none"> – Rapports de suivi évaluation – Rapports d'activités du Centre Rural – Enquêtes statistiques sur les prix et productions (référence, mi-parcours, final) 	Les fonds sont mobilisés à temps

Appendice 3: Résumé des principales mesures à adopter dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Responsabilité
Exécution du projet	1. Assurer le recrutement et la prise de fonction du nouveau personnel cadre du projet.	30 Mai 2013	Ministère de l'Agriculture
	2. Déployer les appuis dans les domaines de la transformation, la commercialisation et l'organisation des producteurs afin d'assurer l'impact du projet et jeter les bases de la durabilité de ses investissements.	Immédiat	Gestionnaire
	3. Préparer et soumettre à la non objection du FIDA le PTBA pour la période restante de l'année (Juin– décembre 2013)	30 mai 2013	UGP
Résultats	4. finaliser en urgence le contrat avec l'IRAD du Cameroun pour la réalisation de l'état des lieux de la production d'arachide dans le département de l'Okano, la fourniture des semences de base et l'appui technique nécessaire au développement de la production d'arachide. ;	30 mai 2013	Superviseur composante production avec appui du Gestionnaire
	5. procéder à la signature de l'avenant à la convention avec l'institut de Recherche Agronomique et forêts (IRAF) pour renforcer les capacités opérationnelles des paysans semenciers, des groupements de producteurs et des TAC en techniques de multiplication de matériel végétal.	30 mai 2013	Superviseur composante production avec appui Gestionnaire
	6. Soumettre à la non objection du FIDA, les TDR et le contrat pour la mobilisation du CARBAP en matière d'appui technique à la multiplication rapide des rejets de banane plantain.	Immédiat	Superviseur composante production
	7. Réaliser l'étude de faisabilité de l'atelier pilote de transformation de manioc et d'arachide prévu à Oyem et le plan de formations spécifiques au profit des jeunes partenaires du PDAR	31 juillet 2013.	Superviseur composante production
	8. Réaliser l'étude sur la typologie des microprojets et sur cette base, procéder sans délais à l'information des bénéficiaires et au financement des projets selon le schéma adopté. .	31 juillet 2013	Superviseur composante production
	9. Réaliser l'étude sur la stratégie, les besoins et les attentes des producteurs en matière de commercialisation des produits cibles du projet et le document opérationnel pour la mise en place du SIM	31 juillet 2013	Superviseur composante production
	10. Procéder au recrutement des Volontaires des Nations Unis (VNU) comme prévu dans le document du projet pour renforcer les capacités d'intervention	Août 2013	Superviseur composante production

	du projet sur cette composante, et permettre le démarrage effectif des activités d'appui à la commercialisation d'ici décembre		
	11. Réaliser l'étude sur la stratégie de renforcement de la structuration et de l'organisation interne des groupements de producteurs pour qu'ils deviennent de véritables entreprises, et proposer les actions cohérentes et réalistes (dans le temps et dans l'espace) permettant d'améliorer la représentativité et la légitimité professionnelle des OP ;	Août 2013	Superviseur Composante Renforcement des capacités avec appui du Gestionnaire
	12. Mener l'étude de faisabilité (technique, organisationnelle, financière et commerciale) du « Centre d'appui rural », assortie de son plan de développement (business plan) ainsi que de son plan d'actions pour les 12 premiers mois.	Août 2013	Superviseur Composante Renforcement des capacités avec appui du Gestionnaire
	13. Faire des propositions d'actions à mener à court, moyen et long terme pour l'émergence et le développement de petites entreprises rurales de services prenant en charge les fonctions d'appui le long de la chaîne des valeurs ;	Août 2013	Superviseur Composante Renforcement des capacités avec appui du Gestionnaire
	14. Établir avec l'UNICEF un plan d'action spécifique pour apporter des appuis aux groupes Pygmées BAKA	Août 2013	Superviseur Composante Renforcement des capacités avec appui du Gestionnaire
	15. Assurer le recrutement de l'ensemble du personnel et leur prise de service afin de ne pas hypothéquer davantage les résultats à atteindre par le PDAR.	20 mai 2013 immédiat	Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et du développement rural
	16. Porter une attention particulière à la définition et au suivi des indicateurs relatifs aux actions menées en faveurs des femmes et des jeunes et leur impact	continu	Responsable du suivi-évaluation
Durabilité			
Aspects fiduciaires	17. Reverser dans le compte de contrepartie, les fonds préfinancés, puis justifier au FIDA les dépenses effectuées sur le Compte spécial par l'élaboration d'une DRF en vue de son réapprovisionnement et faire un suivi régulier du Compte spécial en vue de la mobilisation rapide des fonds du Prêt FIDA.	Immediate	SAF
	18. Procéder à la justification des dépenses effectuées sur le compte de Don.	Immediate	SAF
	19. Contacter les autorités compétentes en vue du paiement au Projet des fonds de contrepartie.	immediate	Gestionnaire du PDAR

	20. Mettre à jour les données comptables relatives à la contribution des bénéficiaires	Continue	SAF
	21. Finaliser le marquage des immobilisations	Juin 2013	SAF
	22. Examiner et s'assurer de la cohérence des informations mentionnées dans les fiches de suivi des contrats	Immédiat	SAF
	23. Procéder sans délais au reversement des retenues fiscales et sociales sur salaires et veiller à l'avenir à payer de façon régulière les sommes dues	Immédiate et continue	SAF
	24. Se rapprocher de l'inspection du travail pour résoudre le contentieux portant sur les indemnités de rapatriement dues au personnel licencié.	Immédiate	SAF
	25. Prendre toutes les dispositions nécessaires pour transmettre au FIDA les Etats financiers de Projet pour l'exercice 2012 au plus tard le 30 avril 2013.	30 avril 2013	SAF
	26. Inscrire la réalisation de l'audit de l'exercice comme une activité prioritaire et prendre toutes les dispositions utiles pour que les rapports d'audit soient transmis au FIDA.	30 juin 2013	SAF
Autres aspects			

Appendice 4: Suivi des recommandations de la revue à mi-parcours de juin 2012 et de la mission de supervision de septembre 2012

N°	Mesures convenues	Responsable	Echéance	Statut
COMPOSANTE A : Promotion des Filières Agricoles				
1.	Étendre à toutes les filières la collaboration avec la FAO pour l'introduction des champs écoles paysans comme support à l'apprentissage et à la diffusion des innovations.	Superviseurs filières/RC	Immédiat	En cours. L'UGP a préparé et soumis à la validation de la FAO le 25 mars 2013, un projet de convention de partenariat pour la mise en place et l'animation de 5 champs école paysan manioc, banane et arachide (soit, un CEP/département). La convention est en attente de signature.
2.	Porter une attention particulière à la production des boutures de manioc et des plants de bananier issus des germoirs en vue de l'approvisionnement des producteurs engagés dans les microprojets ;	Superviseur filières	Immédiat	Réalisée. Le projet a financé entre octobre 2012 et mars 2013, les aménagements d'1 ha de parcs à bois de manioc et l'installation de 6 germoirs supplémentaires; au profit d'une Organisation Paysanne (OP) et de 6 paysans semenciers. Il est attendu une production

N°	Mesures convenues	Responsable	Echéance	Statut
				d'environ 100.000 boutures de manioc amélioré devant servir à la mise en valeur de 10 ha de microprojets de manioc. Aussi, 8.500 vivo plants de bananiers y ont été produits et ont permis d'installer 5 ha des microprojets de banane gérés par 11 OP. Cette activité n'a pas été intensifiée pendant cette période, étant entendu que la typologie des microprojets n'est pas encore réalisée..
3.	Développer une stratégie visant à créer un réseau de paysans semenciers pour répondre de manière autonome à la demande en matériel végétal de plantain	Superviseur filières	Janvier 2013	Non exécuté. Dans le cadre du partenariat PDAR-IRAF-IRAD-CARBAP-IGAD, cette activité sera prise en compte. A date, ces conventions ne sont pas encore établies.
4.	Former les Techniciens d'Appui Conseil à la technique PIF de multiplication rapide pour leur permettre d'assurer l'encadrement des bénéficiaires dans ce domaine	Superviseur filières	Décembre 2012	Réalisé. Les 15 TAC prévus ont été formés sur la technique PIF entre septembre et décembre 2012. (10 TAC ont été formés dans les départements du Haut Como et de l'Okano et 5 dans les départements du Haut Ntem et du Ntem)
5.	Poursuivre le partenariat avec l'IRAF, afin de maintenir un encadrement technique de qualité des TAC et des paysans semenciers	Superviseurs filières/RC	Continu	Non exécutée. L'UGP indique que l'avenant à la convention de collaboration avec l'IRAF a été préparé et envoyé à l'IRAF le 25 mars 2013 pour validation. A ce jour la convention n'a pas encore été signée.
6.	Adopter à cet effet une programmation des formations en technique de multiplication d'arachide basée sur la disponibilité des semences certifiées à fournir par l'IRAD de manière à assurer l'impact attendu de la formation. A cet effet, sur la base de la programmation en cours, l'UGP pourrait organiser deux sessions de formation : une session de formation basée sur les semences locales pour les producteurs ayant déjà engagée la préparation des sols et qui utilisent traditionnellement ce type de semence et, une session formation avec les semences améliorées dès leur livraison par l'IRAD.	Superviseur filières	Décembre 2012	En cours. Le PDAR a élaboré les TDR pour la mobilisation d'un spécialiste de l'IRAD qui aurait pour objectifs de participer à une mission conjointe (PDAR-IRAF) en vue de : (i) faire un diagnostic de la zone arachidière du département de l'OKANO, et (ii) définir les besoins en semences sélectionnées et permettre au PDAR d'effectuer la commande de semences permettant de poursuivre l'appui des nouveaux microprojets d'arachide. L'UGP indique que les TDR ont été envoyés à l'IRAD le 25 février 2013. A date, l'expert n'a pas encore été mobilisé.

N°	Mesures convenues	Responsable	Echéance	Statut
7.	Finaliser avec l'IGAD les modalités, le budget et le site d'implantation de l'atelier pilote de transformation en vue de sa fonctionnalité d'ici fin 2012	Superviseur filières/RC	Décembre 2012	En cours. L'IGAD n'ayant pas pu faire des propositions concrètes pour la mise en place de l'atelier pilote de transformation, l'UGP a effectué un voyage d'étude au Centre d'Incubation Pilote (CIP) de Douala spécialisée dans la transformation de manioc afin de s'approprier de la démarche, des modalités de mise en place et le mode de gestion/ fonctionnement d'un tel Centre. Sur la base des échanges, l'UGP a élaboré des TDR en vue de la mobilisation d'un consultant pour réaliser l'étude de faisabilité d'atelier pilote. Le processus de recrutement est en cours.
8.	Prendre en compte le financement aux groupements des équipements de production, des investissements et des formations relatifs aux activités de post-récolte et de commercialisation selon une approche filière	Superviseur filières	Décembre 2012	En cours. L'UGP a engagé le processus de recrutement d'un consultant pour l'étude sur la typologie et le budget de microprojets. L'appel à candidature a été lancée le 22 mars 2013 et la sélection du Consultant est en cours.
9.	Élaborer une note technique sur la typologie des équipements éligibles pour prise en compte par les groupements au moment de la formulation de leurs microprojets	Superviseur filières	Décembre 2012	En cours. Cette activité est prise en compte dans le cadre de l'étude sur la typologie des microprojets.
10.	Intégrer dans la stratégie d'intervention, le financement de microprojets portés par des groupements de producteurs de type familial constitué d'au moins 5 personnes	Directeur/Superviseur filières	Immédiat	Réalisé. 53 microprojets sur 95 microprojets approuvés à la 6ème Commission Technique d'Approbation des Microprojets de Filières (CTAMF) sont portés par des groupements de producteurs de type familial.
11.	Appuyer la création des micro-entreprises rurales prestataires de services au profit des jeunes pour la prise en charge des activités d'aménagement des sites de production intégrant des appuis en équipements et en conseils techniques comme prévu dans le projet	Directeur/Superviseur filières	Immédiat	En cours. Les TDR en vue du recrutement d'un Consultant chargé de préparer un dossier technique (démarche et outils) pour la mise en œuvre des appuis prévus pour l'émergence d'opérateurs et micro entreprises rurales dans l'environnement de la production agricole ont été préparés et approuvés par le FIDA. Le processus de recrutement est en cours.
12.	Appuyer la mise en place de coopératives d'utilisation de matériel agricole pour la	Directeur/Superviseur	Immédiat	En cours. Cette activité est prise en compte dans le cadre de la stratégie de structuration des producteurs

N°	Mesures convenues	Responsable	Echéance	Statut
	gestion de la mécanisation des activités de préparation de sol (motoculteur, etc.)	filiales		pour laquelle le PDAR a préparé les TDR pour la mobilisation d'un Consultant chargé de formuler cette stratégie et le plan d'actions permettant de renforcer la structuration et l'organisation interne des groupements de producteurs pour qu'ils deviennent de véritables entreprises. L'appel à candidatures a été lancé, le 22 mars 2013.
13.	Harmoniser la charge de travail des TAC en tenant compte dans leur déploiement du nombre de microprojets suivis et des distances à couvrir	Directeur/ Superviseur filiales	Immédiat	Non réalisée. La charge de travail des TAC sera harmonisée, sur la base des résultats des études sur la typologie des microprojets et les micro entreprises rurales dont la réalisation est prévue au mois de mai 2013.
14.	Adopter une planification rigoureuse pour assurer la disponibilité des financements et la passation de marchés dans les délais requis pour la bonne exécution des activités	Directeur/ Superviseur filiales	Immédiat	Réalisée Les superviseurs de composantes ont élaboré un chronogramme trimestriel d'activités de juillet à septembre 2012 ; de janvier à mars 2013 et évalué les coûts des activités retenues permettant au SAF d'élaborer un plan de trésorerie.
15.	Accélérer le démarrage des études préliminaires relatives à la mise en œuvre des activités de commercialisation - conception du système d'information sur les prix des produits cibles du projet et préparation de la démarche et le programme de travail	Superviseur filière	31 décembre 2012	En cours. L'UGP a élaboré les TDR, pour le recrutement d'un consultant chargé de mettre en place une stratégie de commercialisation des produits cibles du PDAR et un système d'informations sur les prix. L'appel à candidatures a été lancé le 22 mars 2013. La sélection du consultant est en cours
16.	Assurer le démarrage des appuis effectifs à l'organisation de la commercialisation;	Superviseur filière	31 décembre 2012	En cours. Idem
17.	Tenir compte dans la stratégie de financement des microprojets de leur localisation afin de susciter une masse critique de production permettant de la mise en place à un coût efficient des appuis à la transformation et la commercialisation	Coordonnateur/ Superviseur filiales	Immédiat	Réalisée : Le financement des microprojets est concentré dans 11 zones d'intervention des TAC permettant de constituer une masse critique de production.
18.	Soutenir les initiatives de concertation développées au niveau cantonal par certains groupements de producteurs de la zone de	Superviseur filiales	Décembre 2012	Non réalisé. Un microprojet de prestations de service a été approuvé par la 6ème Commission Technique d'Approbation des Microprojets (CTAMF) d'août 2012

N°	Mesures convenues	Responsable	Echéance	Statut
	Bissok pour répondre aux besoins en prestations de services pour l'aménagement des sites de production			(tronçonneuse, tarière et petit outillage agricole). L'équipement n'est toujours pas acquis. Le FIDA a demandé à l'UGP de surseoir au financement des MP jusqu'à la réalisation de la typologie des MP, que le PDAR envisage réaliser d'ici mai 2013.
19.	Développer une démarche cohérente sur le choix des lieux d'implantation des Centres de groupage et la définition des modalités de gestion desdits centres de groupage intégrant l'information et la sensibilisation des autorités et des groupements et impliquant dès le départ les bénéficiaires de manière à assurer la mobilisation de leur contribution à la construction de ces ouvrages et leur appropriation.	Directeur/ Superviseur filiales	31 mars 2013	Partiellement réalisée. Le projet a organisé une séance de travail avec le Conseil départemental du Ntem (Bitam) pour le choix du lieu d'implantation d'un centre de groupage dans le département du Ntem et les modalités durables de sa gestion. Le lieu d'implantation a été identifié dans le canton Mvezé (axe Meyo Kyé-Nsimi). Le FIDA a demandé à l'UGP de surseoir cette activité jusqu'à la réalisation d'une stratégie de commercialisation, que le projet se propose d'élaborer en mai 2013
20.	Procéder au recrutement des Volontaires des Nations Unis (VNU) comme prévu dans le document du projet pour renforcer les capacités d'intervention du projet sur cette composante, et permettre le démarrage effectif des activités d'appui à la commercialisation.	Superviseur filière	31 décembre 2012	Non Réalisée. L'UGP n'a pas procédé au recrutement des Volontaires des Nations Unis (VNU) comme prévu dans le document du projet. Toutefois, elle a entamé la procédure de recrutement d'un VNU, pour prendre en charge les appuis liés aux pygmées. Les TDR ont été rédigés à l'intention du PNUD pour validation.
COMPOSANTE B : Renforcement des Capacités				
21.	Mobiliser une expertise qualifiée pour appuyer dans l'élaboration d'une stratégie et d'un programme de travail couvrant : (i) l'information et la sensibilisation des groupements ; Sur la base d'un plan de communication, l'UGP devrait mobiliser les prestataires requis et coordonner sa mise en œuvre ; (ii) La formation des paysans relais et des membres des comités de gestion, la formation au bénéfice des opérateurs privés	Directeur PDAR /superviseur RC	31 mars 2013	Non réalisée. Les actions d'information, de sensibilisation et de formation démarreront dès que les résultats de la typologie des MP, la stratégie de commercialisation, de structuration et l'étude sur les micros entreprises rurales seront disponibles. Le PDAR se propose de réaliser cette activité vers la fin juin 2013.

N°	Mesures convenues	Responsable	Echéance	Statut
	basée comme prévu sur le faire-faire ; (iii) les actions de			
22.	Assurer programmation/exécution annuelle des activités de Renforcement des Capacités à hauteur des résultats à atteindre en fin de projet (Rappel dernière supervision)	Superviseur Renforcement Capacités	Immédiat (Rappel dernière supervision)	Non réalisé. La programmation/exécution annuelle des activités de Renforcement des Capacités, sera prise en compte dans le PTBA 2013, que le PDAR envisage élaborer d'ici juin 2013.
23.	Assurer la mise en place et démarrage d'un programme d'encadrement de proximité des paysans-relais sur la durée restante du projet, avec objectifs, thèmes, programme d'exécution et résultats poursuivis	Superviseur Renforcement Capacités	Immédiat (Rappel dernière supervision)	Non fait. Un programme d'encadrement de proximité des paysans-relais sur la durée restante du projet, sera assurée après la réalisation des études sur la typologie des microprojets, la commercialisation, la structuration, etc. Ces études préciseront leurs besoins en formation/en encadrement de proximité pour qu'ils soient pris en compte dans le PTBA 2013. Les appels à candidatures sont lancés depuis le 22 mars 2013, en vue de la sélection des consultants chargés de réaliser ces études.
24.	Mener des campagnes d'information ciblant spécifiquement les jeunes afin de renforcer leur compréhension et intérêt aux opportunités offertes par le PDAR	Superviseur Renforcement	Immédiat	Non réalisée. Cette activité sera menée dans le cadre du plan de communication qui attend les résultats de la typologie des MP, la stratégie de commercialisation, de structuration et l'étude sur les micro entreprises rurales pour prise en compte.
25.	Identifier les jeunes déjà impliqués dans la mise en œuvre des activités du projet (germoirs, prestation services, microprojets) et les inviter à témoigner sur leur réussites lors sessions des campagnes d'information/communication ciblées sur les jeunes	Superviseur Renforcement Capacités	Immédiat	Partiellement réalisée. L'UGP a mobilisé entre les mois d'octobre et de décembre 2012, 3 jeunes formés par le PDAR sur la technique PIF, qui à leur tour, ont formé 50 jeunes dans les départements du Haut Como, du Ntem et du Haut Ntem et témoigné sur leurs réussites lors des sessions de formation.
26.	Mettre en place et démarrer un programme d'appui aux opérateurs privés intervenant en amont/aval des filières ciblées et de développement social	Superviseur Renforcement Capacités	Immédiat	Non réalisée La démarche et les outils pour l'appui à l'émergence des microentreprises ne sont pas encore élaborée. Concernant le développement social, la mise en œuvre attend l'élaboration du plan de communication.

N°	Mesures convenues	Responsable	Echéance	Statut
27.	Mettre en place les formations, les dotations, et l'encadrement prévus pour le développement des opérateurs privés intervenant en amont/aval des filières ciblées.	Superviseur Renforcement Capacités	Immédiat (Rappel dernière supervision)	Non réalisée. La démarche et les outils pour l'appui à l'émergence des microentreprises ne sont pas encore élaborée.
28.	Élaborer un plan d'action spécifique pour apporter des appuis aux groupes Pygmées Baka en collaboration avec l'UNICEF	Superviseur Renforcement Capacités	31 mars 2013	En cours. Les TDR pour l'affectation d'un VNU pour une période de 6 mois renouvelable dans la zone BAKA de MINVOUL ont été rédigés à l'intention du PNUD et il est proposé qu'un spécialiste de l'UNICEF puisse suivre les activités du VNU dans le cadre de 2 à 3 courtes missions. Ces TDR sont été transmis au PNUD pour validation.
29.	Mobiliser des compétences pour la préparation et l'exécution d'un plan d'action spécifique pour l'implantation du centre d'appui rural et des appuis au service statistique provincial encore bénéficié pour leur permettre d'assumer effectivement leurs fonctions	Directeur du projet	Immédiat	En cours. Le PDAR lance l'appel à candidature pour le recrutement d'un Consultant chargé d'élaborer l'étude de faisabilité pour l'implantation du centre d'appui rural et son plan d'action. Le processus de recrutement est en cours. Pour ce qui concerne le service statistique provincial du Woleu Ntem, les actions à mener seront définies et mises en œuvre dans le cadre de la gestion et le suivi du SIM. L'UGP indique cette activité sera réalisée au mois de juin 2013.
COMPOSANTE C : Coordination, suivi et évaluation				
30. 18	Assurer le démarrage de l'étude de capitalisation des résultats du projet;	Responsable Suivi-évaluation	1er novembre 2012	Non exécuté. Sur la base des TDR élaborés par l'UGP, une réunion de travail s'est tenue à Libreville le 5/03/13 avec le Directeur Général des Statistiques du Ministère de l'Économie, de l'Industrie et du Tourisme. A l'issue des échanges, ce dernier a souhaité que le PDAR leur adresse les documents de références du PDAR, décrivant sa situation initiale et ses objectifs à atteindre. Le PDAR se propose de réaliser cette activité au dernier trimestre 2013.
31.	Organiser une concertation interne avec les	Responsable	Immédiat	Non exécutée. Cette activité sera prise en compte par le

N°	Mesures convenues	Responsable	Echéance	Statut
	superviseurs des composantes pour clarifier la situation de la remontée des données sur le suivi-évaluation et établir les responsabilités ;	Suivi-évaluation /Directeur du projet		nouveau Responsable suivi évaluation.
32.	Organiser un atelier de mise à niveau des TAC sur l'utilisation des fiche de collecte des données et établir de manière rigoureuse la périodicité et la procédure de validation	Responsable Suivi- évaluation	Immédiat	Non exécutée. Idem
33.	Organiser d'ici un atelier de formation des groupements sur le remplissage des fiche de collecte à leur niveau ;	Responsable Suivi-évaluation	31 mars 2013	Non exécutée. Idem
34.	Développer une matrice de suivi de l'exécution des activités planifiées afin d'informer régulièrement l'UGP sur les délais d'exécution et le niveau de résultant atteint, garantissant ainsi un piloté informé du projet. .	Responsable Suivi-évaluation	31 mars 2013	Non exécutée. Idem
35.	S'assurer que les fiches de caractérisation des microprojets et de suivi des activités prévoient spécifiquement l'identification des actions au profit des femmes et des jeunes.	Responsable Suivi-évaluation	Immédiat	Non exécutée. L'UGP se propose de mettre à jour les fiches de caractérisation des microprojets et de suivi des activités, en portant une attention particulière sur les actions au profit des femmes et des jeunes, pendant la réalisation des études sur la typologie des microprojets et la micro entreprise rurale, prévue entre les mois d'avril et de mai 2013.
36.	Renforcer la collaboration avec la Direction Provinciale de l'Agriculture du Woleu Ntem pour définir conjointement les modalités pérennes de gestion des investissements collectifs et de l'accompagnement technique des producteurs.	Directeur du Projet	Immédiat	Non exécutée. Cette initiative sera prise en compte par le nouveau gestionnaire du PDAR.
37.	Porter une attention spécifique au suivi des dépenses sur la catégorie IV décaissée à 89,6% et si requis, considérer l'opportunité d'une réallocation des fonds pourrait être considérée.	RAF	Immédiat	Non exécutée. A date, le taux de décaissement compte tenu des DRF en cours est de 93,2%. La recommandation est réitérée
38.	S'assurer que toutes les pièces justificatives soient dûment annexées à chaque paiement afin d'assurer l'amélioration continue de la	RAF	Continue	Recommandation à vérifier à la prochaine mission de supervision

N°	Mesures convenues	Responsable	Echéance	Statut
	gestion financière			
39.	Accélérer les travaux de mise à jour de la comptabilité en cours, pour la justification du compte spécial et à son réapprovisionnement	Directeur Projet/SAF	Immédiat	Partiellement exécutée. La comptabilité est à jour mais le Projet ne met pas en œuvre une organisation permettant la justification du compte spécial et son réapprovisionnement. Le projet court le risque d'une tension de trésorerie
40.	Tirer parti de la présence de l'expertise internationale en gestion administrative et financière pour finaliser les plans prévisionnels mensuels de trésorerie sur la base du PTBA, du plan de passation des marchés et des éléments de planification rapprochée des activités. Les plans de trésorerie devront être portés à la connaissance de l'équipe du Projet lors des réunions de programmation.	Directeur du Projet /SAF	Immédiat	Partiellement exécutée. Le projet a certainement tiré partie de l'expertise internationale en gestion financière. Mais le ralentissement des activités du Projet et le cumul des fonctions par la comptable ne permettent pas d'apprécier la capitalisation des acquis
41.	S'assurer de la mise en application effective des procédures de contrôle interne conformément au manuel des procédures et autres procédures convenues ainsi qu'aux recommandations de la revue à mi-parcours avec une attention particulière sur la finalisation de la mise à jour de l'ensemble des outils et procédures de gestion de la petite caisse dans le respect des règles de contrôle interne.	Directeur du Projet /SAF	Immédiat	Partiellement exécutée. Des outils de gestion de la petite caisse ont été mis en place. Toutefois le Projet présente un risque important de contrôle interne lié au cumul des fonctions par la Comptable.
42.	Compte tenu des délais requis pour la prise de fonction du nouveau RAF et du travail à poursuivre pour finaliser le redressement de la gestion administrative et financière du PDAR, mobiliser une nouvelle expertise auprès du SAF pour la mise en place et l'exécution continue d'un programme de travail intégré et continue pour la finalisation du redressement de gestion financière du PDAR incluant la prise en compte des recommandations	Directeur du Projet	immédiat	Exécutée. Le Projet mobilisé une nouvelle expertise en fin mars 2013.

N°	Mesures convenues	Responsable	Echéance	Statut
	émanant des missions de diagnostic en gestion administrative et financière, en passation des marchés, des audits, des missions de supervision/revue à mi-parcours			
43.	Formaliser et finaliser le système de codification et de marquage des immobilisations	SAF	Mars 2013	<u>Non exécutée</u>
44.	Prendre en compte le respect des horaires de travail dans l'utilisation des chauffeurs.	SAF/directeur de projet	Immédiat	<u>Exécutée.</u>
45.	Procéder au renouvellement des contrats de travail expirés pour le personnel requis par l'UGP sur la base des évaluations des performances et des conditions de renouvellement.	SAF/directeur de projet	Immédiat	<u>Exécutée.</u> Les contrats ont été renouvelés
46.	Renforcer la collaboration avec la Direction Provinciale de l'Agriculture du Ntem pour définir conjointement les modalités pérennes de gestion des investissements collectifs et de l'accompagnement technique des producteurs.	Directeur du Projet	Immédiat	<u>Non Exécutée.</u>
47.	S'assurer que les fiches de caractérisation des microprojets et de suivi des activités prévoient spécifiquement l'identification des actions au profit des femmes et des jeunes.	Responsable Suivi-évaluation	Immédiat	<u>Non Exécutée.</u>

Click here and type project name

Click here and choose appropriate title from the list. Mission dates: [click here and insert mission dates]

Appendice 5: Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI

(Absence du Responsable Suivi-évaluation : Données non mises à jours depuis octobre 2012)

I - Composante : Promotion des filières agricoles ayant un grand potentiel de marché

1.1 - Sous composante : Programmes régionaux d'appui à la production des filières

N°	Indicateurs	Unité	Objectifs (RPE)	2011			2012			Cumul réalisé à date	Taux
				Cumul prévu	Cumul réalisé	Taux	Objectifs PTBA	Réalisé à date	Taux		
1	Superficie des parcs à bois villageois	Ha	33	26	15,9	48,2%	11	9	82%	24,9	75,45%
2	Nombre de boutures améliorées de manioc	Nbre	5 280 000	3 696 000	905 000	17,1%	1 150 000	506.000	44%	1.411.000	26,72%
3	Superficie des collections provinciales de manioc	Ha	3,3	3,3	0,6	18,2%	-	-	-	0,6	18,2%
4	Superficie des collections provinciales de bananeraie	Ha	1	1	2	200,0%	-	-	-	2	200%
5	Superficie des parcelles de multiplication des bananiers issus des cultivars locaux	Ha	2	2	2,5	125,0%	-	-	-	2,5	125%
6	Nombre de germoirs	Nbre	37	10	8	21,6%	15	15	100%	23	62,16%
7	Nombre de plants bananiers issus des germoirs	Nbre	90 000	30 000	9097	10,1%	30 000	14.000	47%	23.097	26%
8	Superficie de semences améliorées d'arachide	Ha	7,92	4,2	9,1	114,9%	2	1	50%	10,1	128%
9	Quantité de semences améliorées d'arachide	Tonne	6,33	3,36	1,05	16,6%	4,1	2,5	61%	3,55	56,08%
10	Nombre de sessions de formation en technique de multiplication de manioc	Sessi on	2	2	2	100%	1	1	100%	3	150%
11	Nombre de sessions de formation en technique de multiplication et sélection des bananiers	Sessi on	2	2	0	0%	-	0	0%	0	0%
12	Nombre de sessions de formation en technique de multiplication des plants de bananiers par PIF	sessio n	30	11	8	27%	15	18	120%	26	86,66%

13	Nombre de sessions de formation en technique de multiplication et de transformation de l'arachide	Session	2	2	0	0%	2	0	0%	0	0%
----	---	---------	---	---	---	----	---	---	----	---	----

1.2 - Sous composante : Appui aux groupements de producteurs (microprojets de filières)

N°	Indicateurs	Unité	Objectifs (RPE)	2011			2012			Cumul réalisé à date	Taux
				Cumul prévu	Cumul réalisé	Taux	Objectifs PTBA	Réalisé à date	Taux		
1	Nombre de microprojets (genre) mis en œuvre	Nbre	288	192	86	30%	125	193	154,40 %	279	97%
2	Superficie des Plantations de manioc emblavée	Ha	880	616	56	6%	140	77,5	55,35%	133,50	15,17%
3	Superficie des plantations de manioc amélioré emblavée	Ha	528	369,6	55	10,4%	140	77,5	55,35%	132.50	25%
4	Superficie des plantations de manioc local emblavée	Ha	352	246,4	1	0,3%	0	0	0%	1	0,3%
5	Superficie des Plantations de banane améliorées/cultivars locaux emblavée	Ha	620	434	101,5	16%	240	227	95%	328.5	53%
6	Superficie des plantations en bananiers (sélectionnés ou améliorés) emblavée	Ha	372	261	3,3	0,9%	18	8.7	48.33%	12	3,23%
7	Superficie des Plantations de bananiers (cultivars locaux) emblavée	Ha	248	173	98,2	39,6%	222	218.3	98.33	316.5	127.6%
8	Superficie des Plantations d'arachide améliorée emblavée	Ha	63,3	56	7	11%	20	14	70%	21	33,17%
9	Quantité de manioc produite	Tonne	9240	6468	119	1%	1.326	1.150	87%	1.269	14%
10	Quantité de banane produite	Tonne	11222	7855,54	46,8	0,4%	1.783	1.827	102.46 %	1874	17%
11	Quantité d'arachide produite	Tonne	101,28	89,6	2,24	2%	64	23.5	37%	26	26%

1.3 - Sous composante : Appui à la commercialisation

N°	Indicateurs	Unité	Objectifs (RPE)	2011			2012			Cumul réalisé à date	Taux
				Cumul prévu	Cumul réalisé	Taux	Objectifs PTBA	Réalisé à date	Taux		
1	Nombre d'études de marché réalisées	Nbre	1	1	1	100%	-	-	-	1	100%
2	Nombre de réunions d'information sur le micro crédit (par genre) organisées	Nbre	4	3	0	0%	1	0	50%	0	0%
4	Nombre de centres de groupage mis en place	Nbre	33	23	0	0%	10	0	0%	0	0%
5	Nombre d'Accords commerciaux signés	Nbre	240	240	0	0%	86	3	3.48%	3	1.25%
6	Nombre d'ateliers départementaux de concertation par filière organisés	Nbre	25	15	0	0%	15	0	0%	0	0%
7	Nombre d'ateliers provinciaux de concertation par filières	Nbre	5	3	0	0%	2	1	50%	1	20%

II - Composante : capacités des

2.1 - Sous Renforcement des ruraux et de leurs

N°	Indicateurs	Unité	Objectifs (RPE)	2011			2012			Cumul réalisé à date	Taux
				Cumul prévu	Cumul réalisé	Taux	Objectifs PTBA 2012	Réalisé à date	Taux		
1	Nombre de spots réalisés	Nbre	24	24	24	100,0%	24	0	0%	24	100%
2	Nombre de villages touchés	Nbre	484	484	455	94,0%	29	29	100%	484	100%
3	Nombre d'Organisations paysannes fonctionnelles	Nbre	240	240	83	34,6%	157	189	120,38%	272	113,33%
4	Nombre de paysans relais bénéficiant des formations spécifiques	Nbre	480	480	101	21,0%	314	27	9%	128	27%
5	Nombre de membres des comités de gestion des OP bénéficiant des formations spécifiques	Nbre	960	960	190	19,8%	525	20	4%	210	22%
6	Nombre de femmes dans les OP	Nbre	120	120	878	731,7%	272	1.436	528%	2.314	1.928%
7	Nombre de Paysans relais actifs	Nbre	480	480	166	34,6%	314	27	9%	193	40 %
8	Nombre d'Organisations faîtières créées et opérationnelles	Nbre	3	0	0	0%	0	0	0%	0	0%
9	Nombre de personnes bénéficiant des Visites et échange d'expériences	Nbre	498	348	111	22,3%	338	150	44,37%	261	52,40%
10	Nombre d'opérateurs privés et micro entreprises appuyés par le projet	Nbre	90	90	0	0,0%	55	0	0%	0	0%
11	Nombre de participants aux formations/ateliers concours socio-sanitaires	Nbre	255	255	263	103,1%	135	0	0%	263	103,1%

Renforcement des différents acteurs

composante : 2.1 capacités des groupements

**2.2 : Sous
capacités**

N°	Indicateurs	Unité	Objectif RPE	2011			2012			Cumul réalisé à date	Taux
				Cumul prévu	Cumul réalisé	Taux	Objectifs PTBA 2012	Réalisé à date	Taux		
1	Nbre de centre d'appui rural opérationnel	Nbre	1	1	0	0%	0	0	0%	0	0%
2	Nombre de cadres du projet et autres opérateurs d'appui conseil formés en approche participative et animation rurale	Nbre	31	31	31	100%	31	28	90,32%	59	190%
3	Nombre de cadres du projet formés en développement organisationnel	Nbre	16	16	7	44%	9	16	178%	16	100%
4	Nombre de cadres du projet et autres opérateurs d'appui conseil formés en approche filière	Nbre	27	0	0	0%	27	0	0%	0	0%
5	Nombre d'enquête statistique sur l'évolution de la production agricole	Nbre	3	2	1	50%	0	0	0%	1	33,33%

**composante :
Renforcement des
institutionnelles**

III- Composante : Coordination, suivi et évaluation

3.1- Sous composante : Unité de gestion du projet

N°	Indicateurs	Unité	Objectifs (RPE)	2011			2012			Cumul réalisé à date	Taux
				Cumul prévu	Cumul réalisé	Taux	Objectifs PTBA	Réalisé à date	Taux		
1	Nombre d'Audits annuels réalisées	Nbre	7	3	2	42,9%	1	1	57%	3	42,86%
2	Nombre d'évaluations internes réalisées	Nbre	6	4	1	16,7%	1	1	33%	2	33,33%
3	Nombre d'évaluations externes réalisées	Nbre	3	2	1	33,3%	1	0	67%	1	33,33%

3.2 - Sous composante : Appui technique à la gestion du projet

N°	Indicateurs	Unité	Objectifs (RPE)	2011			2012			Cumul réalisé à date	Taux
				Cumul prévu	Cumul realize	Taux	Objectifs PTBA	Réalisé	Taux		
1	Nombre d'enquêtes SYGRI réalisées	Nbre	3	2	1	33,3%	0	-	33%	1	33,33%
2	Nombre de réunions du Comité National de Pilotage et de Suivi à Libreville organisées	Nbre	12	8	6	50,0%	2	2	67%	8	66,67%
3	Nombre de réunions du Comité de Coordination Technique Provinciale organisées	Nbre	12	8	6	50,0%	2	1	67%	7	58,33%
4	Nombre de réunions du Comité Technique d'Approbation des Microprojets de Filière organisées	Nbre	12	8	4	33,3%	3	2	58%	6	50%

Appendice 6: Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement, décaissements par catégorie et par composante

Tableau 5A: Exécution des obligations de financement par source de financement

Source de financement	Devise	Montant Approuvé	Décaissement Réel	Taux de décaissement
PRÊT FIDA	DTS	3 800 000	1 754 506	46,17%
DON FIDA	DTS	190 000	82 480	43,41%
ETAT	FCFA	1 110 000 000	997 654 150	89,88%
BENEFICIAIRES	FCFA	127 000 000	236 858 180	186,50%

Tableau 5B: Exécution des obligations de financement par source de financement, décaissements par composante (milliers d'USD)

EXECUTION PAR SOURCE DE FINANCEMENT ET PAR COMPOSANTE AU 20.03.2013					
SOURCES DE FINANCEMENT	MOUVEMENTS	COMPOSANTES			
		Composante A	Composante B	Composante C	Total
		Promotion des filières agricoles à grand potentiel de marché	Renforcement des capacités	Coordination, suivi et évaluation	
		Montant en FCFA 000			
PRÊT FIDA	Pré-évaluation	1 662 719	740 456	496 825	2 900 000
	Réalisé	475 500	174 231	703 208	1 352 939
	Pourcentage	28,6%	23,5%	141,5%	46,7%
DON FIDA	Pré-évaluation			140 000	140 000
	Réalisé			90 083	90 083
	Pourcentage			64,3%	64,3%
FONDS DE CONTREPARTIE	Pré-évaluation	789 511	141 653	178 836	1 110 000
	Réalisé	434 903	62 929	263 792	761 624
	Pourcentage	55,1%	44,4%	147,5%	68,6%
BENEFICIAIRES	Pré-évaluation	127 000			127 000
	Réalisé	236 858			236 858
	Pourcentage	186,5%			186,5%
TOTAL	Pré-évaluation	2 579 231	882 108	815 661	4 277 000
	Réalisé	1 147 261	237 160	1 057 083	2 441 504
	Pourcentage	44,5%	26,9%	129,6%	57,1%

Tableau 5C: Décaissements sur le prêt du FIDA (DTS, à la date du 20-3-2013)

N°	Catégorie	Allocation Initiale	Allocation amendée	Décaissements	DRF en instance	Solde	% de décaissement
I	Génie Civil et Rural	20 000		12 788,21		7 211,79	63,9%
II	Equipements, Matériel & Véhicules	280 000		205 844,19		74 155,81	73,5%
III	Assistance Technique - Formations - Information	730 000		300 241,41	95 669,40	334 089,19	54,2%
IV	Etudes	110 000		102 505,09		7 494,91	93,2%
V	Microprojets de Filières	1 380 000		223 995,02	19 187,59	1 136 817,39	17,6%
VI	Prestations de services	350 000		227 295,16	2 213,47	120 491,37	65,6%
VII	Salaires et Indemnités	380 000		300 444,00	10 787,87	68 768,13	81,9%
VIII	Coûts de fonctionnement	170 000		89 103,11	3 691,66	77 205,23	54,6%
IX	Non alloué	380 000				380 000,00	
	Avance initiale			292 289,73		-292 289,73	100%
TOTAL		3 800 000		1 754 505,92	131 550,00	1 913 944,08	49,63 %

Tableau 5C - 2 : Décaissement du Don FIDA au 20.03.2013 (EN DTS)

N°	Catégorie	Alloca-tion Initiale	Allocation amendée	Décaissements	DRF en instance	Solde	% de décaissement
II	Equipements, Matériel & Véhicules	30 000				30 000,00	0,0%
III	Assistance Technique - Formations - Information	130 000		44 323,24		85 676,76	34,1%
IV	Etudes	30 000				30 000,00	0,0%
	Fonds de roulement			38 156,37		-38 156,37	100%
TOTAL		190 000		82 479,61	0,00	107 520,39	43,41%

Appendice 7: Respect des dispositions de l'Accord de financement: état d'avancement

Sections	Dispositions de l'accord de prêt	Application / PDAR
Section 1.05 « Nomination de l'Institution Coopérante »	Le Bureau des Services d'Appui aux Projets des Nations Unies (UNOPS) sera nommé en qualité d'Institution Coopérante.	Depuis le démarrage, le Projet est en supervision directe. Cette disposition est à annuler par le FIDA.
Section 2.04 « Compte d'Avance du Don »	b) une fois le Compte d'Avance du Don ouvert, le Fonds, sur demande de l'Emprunteur effectuera en son nom, des retraits du Compte Don, pour des montants qui sont établis dans chaque PTBA, et les déposera sur le Compte d'Avance du Don	Le compte est ouvert à UGB/Oyem. Il a été approvisionné en 2011 et 2012 pour un montant total de FCFA 63,25 millions.
Section 3.02 « Programme de Travail et Budget annuel	b) L'Agent principal soumet chaque année un projet de PTBA au Fonds et à l'Institution Coopérante pour commentaire et approbation 60 jours au plus tard avant le commencement de l'année	Le projet n'a pas encore établi son PTBA pour l'exercice 2013.
Section 3.04 « Fonds de contrepartie »	c) L'emprunteur effectue un premier dépôt de FCFA 172 millions sur le Compte de projet, et reconstitue d'avance annuellement le Compte de Projet en y déposant les fonds de contrepartie tels qu'ils sont prévus dans le PTBA relatif à l'année du projet considéré	Les fonds de contrepartie inscrits au PIP au titre de L'exercice 2012 de FCFA 260 millions. ne sont pas encore versés au projet. Au titre de l'exercice 2013, aucun montant n'est inscrit.
Section 4.02 « Rapport d'activités »	Transmission d'un rapport semestriel d'activités dans les trois mois suivant la fin du semestre	Un rapport d'exécution à mi-parcours a été élaboré par le projet dans le cadre de la revue à mi-parcours. Un autre rapport couvrant le 1 ^{er} semestre 2012 a été élaboré.
Section 5.01 « Etats financiers »	L'UGP prépare chaque année fiscale les états financiers des opérations et les présente au Fonds et à l'Institution Coopérante dans les 3 mois suivant la fin de chaque année fiscale	Les états financiers de l'exercice 2012 ne sont pas encore élaborés. Ceux de l'exercice 2011 ont été transmis au FIDA le 02 mai 2012. Le rapport d'audit est parvenu au FIDA dans les délais.
Annexe 2 « Affectation et retraits des fonds du prêt et du don »	Les dépenses relatives aux activités du S/E au SYGRY ainsi qu'au matériel informatique doivent être mobilisées sur les catégories 2, 3, et 4 du don	Certaines dépenses ont été payées sur les CS/prêt et remboursées par le FIDA ; des régularisations ont été recommandées.
Annexe 3, I, A 2.2 et 3	<ul style="list-style-type: none"> Le CNPS et le CCCTP se réuniront deux fois par an en 	<ul style="list-style-type: none"> De mars 2008 à avril 2012, le CNPS et le CCTP ont

« Composition CNPS et CCTP »	session ordinaire et aussi souvent que nécessaire	tenu 7 réunions chacun.
Annexe 3, I, 5.2 « Composition de l'UGP »	Deux volontaires des Nations Unies spécialistes respectivement en commercialisation des produits agricoles et approche participative appuieront le démarrage des activités du Projet dans ces deux domaines pendant les deux premières années.	Les deux VNU n'ont pas été recrutés.
Annexe 3, II, 3 « Assurance du personnel de projet »	Le personnel du projet sera assuré contre les risques de maladie et d'accident	Le Projet a contracté une assurance maladie pour le personnel

Click here and type project name

Click here and choose appropriate title from the list. Mission dates: [click here and insert mission dates]

Appendice 8: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

Suivi-évaluation non fonctionnel

Innovation: Décrire toute innovation intéressante observée pendant la mission de supervision
